

**N° DP 23/1202**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **DEPOT D'UN FORMULAIRE EN VUE D'UNE DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS DU PROJET DE RESTRUCTURATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT MOUTONNE/ GAVARY A LA CRAU**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R122-2 du Code l'Environnement,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la demande d'examen au cas par cas via le formulaire CERFA n°14734\*04, ci-annexée,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de l'opération de restructuration du réseau d'assainissement des eaux usées sur les secteurs de la Moutonne et de Gavary à La Crau, des prélèvements dus au rabattement de nappe en fond de fouille doivent être réalisés, notamment sur la partie Nord du projet,

**CONSIDERANT** que la partie Nord du projet, dans laquelle doivent être réalisées des prélèvements dus au rabattement de nappe en fond de fouille, se trouve dans les Zones de Répartition des Eaux (ZRE) du Gapeau,

**CONSIDERANT** que le rabattement de nappe dans le cadre des travaux est estimé entre 170 et 250 m<sup>3</sup>/h en Zone de Répartition des Eaux,

**CONSIDERANT** que le projet de restructuration du réseau d'assainissement est soumis à examen au cas par cas,

**CONSIDERANT** que la rubrique 17 concerne les dispositifs de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du Code de l'Environnement,

**CONSIDERANT** qu'une demande d'examen au cas par cas est à réaliser à l'aide du formulaire CERFA n°14734\*04 est à déposer auprès de l'autorité environnementale,

**CONSIDERANT** que ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole TPM,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la demande d'examen au cas par cas du projet de restructuration à l'aide du formulaire CERFA n°14734\*04.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires à ces travaux sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, exercice 2024.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.

1 4 1012



## Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

### Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#)

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Dossier complet le : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

N° d'enregistrement : \_\_\_\_\_

## 1 Intitulé du projet

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA CHAÎNE DE TRANSFERT D'ASSAINISSEMENT EU  
MOUTONNE/GAVARY, SUR LA COMMUNE DE LA CRAU

## 2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

### 2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

### 2.2 Personne morale

Dénomination

Raison sociale

Métropole Toulon Provence Méditerranée

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

2 4 8 3 0 0 5 4 3 0 0 2 1 7

Représentant de la personne morale : ☐ Madame

☒ Monsieur

Nom

Prénom(s)

GIRAN

JEAN-PIERRE

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

### 3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
17. d) Dispositifs de captage des eaux souterraines en ZRE lorsque la capacité totale est supérieure ou égale à 8 m³/h	Rabattement de nappe dans le cadre des travaux estimé entre 170 et 250 m³/h en ZRE. Une partie des travaux se situe dans la ZRE (1200ml sur 5625 ml). Sur ces 1200 ml, 300 ml peuvent être concernés par le rabattement de nappe.

#### 3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☒ Non

#### 3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☒ Non

### 4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

#### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste en la restructuration de la chaîne de transfert d'assainissement sur la commune de La Crau. A l'issue de la mission diagnostic, la collectivité a retenu le scénario de travaux suivant : le PR de La Moutonne est déplacé au niveau du parking du complexe sportif de l'Estagnol, et est ainsi renommé « PR de l'Estagnol » associé à un bassin d'orage avec trop plein. L'ancien emplacement du PR ("PR La Moutonne") est réhabilité en poste de plus petite capacité pour récupérer les eaux usées provenant du Nord-Ouest du quartier de la Moutonne, afin de les renvoyer dans le réseau gravitaire existant, relié au PR de Gavary.

Le projet prévoit également la création du réseau EU associé : refoulement du PR "Estagnol" (2 220 ml), refoulement du PR "Gavary" (1 340 ml), refoulement du PR "Moutonne" (360 ml), réseau gravitaire amont "PR Estagnol" (185 ml), réseau gravitaire aval (1 520 ml).

#### 4.2 Objectifs du projet

Suite au transfert des compétences et après une phase de structuration et d'appropriation du service, la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) a souhaité disposer d'un Schéma Directeur Communautaire d'Assainissement réalisé en 2015.

La Métropole souhaite ainsi résoudre les dysfonctionnements identifiés dans le SDA de 2015 sur les infrastructures eaux usées du quartier de la « Moutonne » sur la commune de La Crau.

Une partie des travaux préconisés à l'issue du Schéma Directeur d'Assainissement, objet de la présente étude, permet de limiter les débordements sur le Bassin Versant de La Moutonne.

---

## 4.3 Décrivez sommairement le projet

### 4.3.1 Dans sa phase travaux

Le projet prévoit les ouvrages suivants :

- création du PR « Estagnol » associé à un bassin d'orage de 550 m<sup>3</sup> avec trop plein situés au niveau du parking du complexe sportif de l'Estagnol ;
- réhabilitation des cuves des PR « Gavary » et « La Moutonne » ainsi que le remplacement des pompes et de leurs équipements annexes.

Le projet prévoit le réseau d'assainissement associé suivant :

- refoulement du PR « Estagnol » : 2 220 ml en DN160 ;
- refoulement du PR « Gavary » : 1 340 ml en DN110 ;
- refoulement du PR « La Moutonne » : 360 ml en DN75 ;
- réseau gravitaire amont du PR « Estagnol » : 150 ml en DN600 / 15 ml en DN500 / 20 ml en DN200
- réseau gravitaire aval Chemin Notre Dame : 1 350 ml en DN300, 170 ml en DN 400.

Le projet est concerné par l'examen au cas par cas sur 1200 ml environ du réseau gravitaire aval Chemin Notre Dame situé en ZRE dont 300 ml peuvent être concernés par le rabattement de nappe..

---

### 4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

L'exploitation du système d'assainissement est inchangée par rapport à la situation actuelle.

Toutefois, le projet permettra de réduire de manière significative les volumes déversés.

---

## 4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

- ① La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est soumis à Autorisation au titre du Code de l'Environnement (rubrique 1.3.1.0 ).



#### 4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
- réseau d'assainissement du projet	5 625 mètres linéaires
dont réseau d'assainissement du projet concerné par la ZRE.	1 200 mètres linéaires
dont réseau d'assainissement du projet concerné par la ZRE et le rabattement	300 mètres linéaires

#### 4.6 Localisation du projet

##### Adresse et commune d'implantation

Numéro : 451 Voie : Vieux Chemin d'Hyères

Lieu-dit : \_\_\_\_\_

Localité : La Crau

Code postal : 8 3 2 6 0 BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

##### Coordonnées géographiques<sup>[1]</sup>

Long. : 0 6 ° 0 4 ' 4 3 " E Lat. : 4 3 ° 0 7 ' 2 0 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : \_\_\_\_\_ ° \_\_\_\_\_ ' \_\_\_\_\_ " Lat. : \_\_\_\_\_ ° \_\_\_\_\_ ' \_\_\_\_\_ "

Point de d'arrivée : Long. : \_\_\_\_\_ ° \_\_\_\_\_ ' \_\_\_\_\_ " Lat. : \_\_\_\_\_ ° \_\_\_\_\_ ' \_\_\_\_\_ "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

PLU de la commune de La Crau approuvé le 30/09/2021. Zones concernées par le projet : UD, UZ, UZa, UBb, 1AUe, 2AUm, A, Ap et NI. Zone du projet en ZRE : Ap, 2AUm, N, UD.

 Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

#### 4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☒ Oui ☐ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☒ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.



**4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».**

Le projet fait partie du réseau de collecte de La Crau (MTPM) qui fait partie du système d'assainissement de la CCVG (autorisé par l'arrêté du 13/10/2006).

Des discussions sont en cours entre MTPM et la CCVG pour la régularisation du système d'assainissement.

Le projet consiste en la modification d'une partie du système de collecte des eaux usées de la commune de La Crau.

Le projet ne comprend pas d'augmentation de flux de pollution et fait l'objet d'un porter à connaissance auprès des services de l'état (rubrique 2.1.1.0).

## 5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

① Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPBE des routes départementales du VAR approuvé en mars 2019 PPBE-3 voies ferrées approuvé en janvier 2019 PPBE-3 du réseau routier national non concédé approuvé en janvier 2019
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet se trouve en bordure de la zone humide 83CGLVAR1080 - La Crau Camerone. La Métropole TPM a donc demandé à son maître d'œuvre que le tracé de la conduite de refoulement du PR de l'Estagnol soit modifié dans le cadre de la phase PRO. L'aménagement de la zone humide a été pris en compte dans le projet et le tracé a été adapté en conséquence.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRI du Gapeau prescrit en date du 30 mai 2016
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet est concerné par 2 Zones de Répartition des Eaux : ZRED 10 : Bassin du Gapeau (Arrêté du 31/05/2010) ; ZRED 16 : Alluvions du Gapeau (Arrêté du 31/05/2010).  Une partie du projet (1 200 ml concernés) peut entraîner du pompage en fond de fouille supérieur à 8m³/h en ZRE (300 ml).
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone Natura 2000 la plus proche est la suivante : FR9301622 La plaine et le massif des Maures située à 1,3km du projet. Le projet, par sa nature et sa localisation, n'a ainsi aucune incidence sur la zone Natura 2000.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

## 6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

### 6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux nécessitent des pompages en fond de fouille (estimés entre 60000 et 105000 m³). Le volume de pompage estimé pour le secteur Nord (situé en ZRE) est compris entre 30300 et 44600 m³ sur la durée du chantier. FRDG 343 : Alluvions du Gapeau (ZRE) / FRDG 514 : Formations variées de la région de Toulon
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'étude géotechnique réalisée préconise la mise en place d'un drain provisoire en fond de tranchée pour faciliter les modalités de rabattement de la nappe en phase travaux. Une fois les travaux effectués, il sera désactivé en le colmatant afin de rétablir l'écoulement de la nappe. Afin de limiter les débits de pompage en phase provisoire, la période la plus propice sera privilégiée : période de basses eaux annuelles (juillet à octobre pour des années normales) et en concordance avec le SAGE du Gapeau.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des terrassements seront nécessaires à la réalisation de certains aménagements. S'il y a production de matériaux supplémentaires, ils seront éliminés vers des filières adaptées.
	Est-il déficitaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Des remblais pourront être nécessaires à la réalisation de certains aménagements.
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les ressources du sous-sol ne seront pas utilisées en remblais.

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
<b>Ressources</b>	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Milieu naturel</b>	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'impact sur le milieu naturel sera positif par la réduction des déversements d'eaux usées non traitées par rapport à la situation actuelle.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Une partie des travaux est concernée par le zonage réglementaire du PPRI du Gapeau et est située en « Zones basses hydrographiques ». Le projet n'est pas considéré comme un projet d'urbanisation. La seule surface construite sur l'ensemble du projet correspond au local d'exploitation du PR Estagnol (13 m²). Les travaux prendront en compte les prescriptions du PPRNI.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La réalisation des travaux pourra impacter le trafic. En préalable aux travaux, un plan de circulation phasé pour chaque route concernée et pour la totalité des travaux engagés, sera préparé conjointement entre l'entreprise, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et les gestionnaires de la voirie. Une circulation alternée automatique pourra éventuellement être mise en place pendant toute la durée d'intervention de l'entreprise.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La phase de travaux est susceptible d'entraîner des sources de bruit pour le voisinage sur les lieux de chantier (circulation d'engins, travaux de terrassement...) mais ne devrait pas générer de nuisance.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les mesures nécessaires seront mise en oeuvre pour limiter l'incidence du chantier sur le voisinage par le respect strict de la réglementation sur le bruit du chantier.
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bassin d'orage (BO) projeté sera un bassin enterré et une désodorisation est prévue sur le PR Estagnol et étudiée sur les PR Gavary et Moutonne. Traitement H2S prévu au droit des 3 PR.
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet donnera éventuellement lieu à des vibrations lors des travaux de terrassement. Les mesures nécessaires seront mises en oeuvre pour limiter l'incidence des travaux sur le voisinage
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase travaux, les eaux de pompage seront rejetées au plus près des travaux.
	Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- Prélèvement ZRE : rejet au niveau du cours d'eau du Gapeau (FRDR 114b) - Prélèvement hors ZRE : rejet au niveau du cours d'eau intermittent situé en amont de l'Eygoutier (FRDR 115)



Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bassin d'orage sera équipé d'une surverse dans le respect de la réglementation en vigueur (porter à connaissance) en concertation avec les services concernés afin de limiter l'impact sur le milieu récepteur (stockage pluie semestrielle) Le milieu récepteur est un cours d'eau intermittent situé en amont de l'Eygoutier (FRDR 115).
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Si des déchets liés à la phase travaux sont formés, ils seront évacués vers un centre de traitement adapté.
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de collecteur situé chemin de Notre Dame se trouve dans une zone de Présomption de Prescription Archéologique sur 150 mètres linéaires environ. La DRAC sera consultée.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

## 6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

### 6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☒ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### 6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Un dossier d'autorisation "Loi sur l'Eau" comprenant une étude d'incidences sera établi dans le cadre des travaux.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

### 6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

#### Mesures d'évitement :

- Le projet vise à éviter dès sa conception les impacts pouvant l'être, de par sa nature, par le positionnement des réseaux majoritairement sous les voiries existantes.
- Le projet se trouve en bordure de la zone humide 83CGLVAR1080 - La Crau Camerone. La Métropole TPM a donc demandé à son maître d'œuvre que le tracé de la conduite de refoulement du PR de l'Estagnol soit modifié dans le cadre de la phase PRO. L'aménagement de la zone humide a été pris en compte dans le projet et le tracé a été adapté en conséquence.
- la réalisation du chantier sera organisée de manière à éviter tout rejet direct d'effluents non traités au milieu naturel ; les engins seront contrôlés et nettoyés afin d'éviter toute pollution des sols, des eaux souterraines et superficielles en phase chantier.

#### Mesures de réduction :

- Afin de limiter les débits de pompage en phase travaux, la période la plus propice sera privilégiée : période de basses eaux annuelles (juillet à octobre pour des années normales) et prendra en compte le règlement du SAGE.
- le projet a pour objectif de réduire les volumes d'eaux usées non traitées déversées dans le milieu naturel en cas de pluie, et a donc une incidence positive sur la qualité de l'eau.

#### Mesures de compensation :

- les compensations éventuelles seront définies dans le respect de la réglementation et des documents d'encadrement en vigueur, et en concertation avec les services concernés notamment dans le cadre de la procédure d'autorisation au titre du Code de l'Environnement.



## 7 Auto-évaluation (facultatif)

① Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Il n'apparaît pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale étant donné que :

- la conception du projet assurera sa compatibilité avec les documents d'encadrement et d'urbanisme opposables, et sa nature lui permet d'améliorer le fonctionnement du système d'assainissement de l'ensemble des effluents des populations raccordées actuelles et futures. Les prélèvements effectués ne sont pas concernés par un volume maximum de prélèvement (Règle n°1 du SAGE). Cependant, la période de travaux la plus propice sera privilégiée.
- ses caractéristiques impliquent qu'il fera l'objet d'un dossier de demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement ; dans le cadre de ce dossier les mesures nécessaires seront définies dans le respect des doctrines et documents de cadrage en vigueur et validées en concertation avec les services instructeurs.
- les dispositions nécessaires à la réduction des éventuelles nuisances en phase travaux seront prises par les entreprises.

## 8 Annexes

### 8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> .	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	<input type="checkbox"/>
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	<input type="checkbox"/>
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<input checked="" type="checkbox"/>
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

**8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d’ouvrage ou petitionnaire**  
*i* Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d’évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

Objet		
1	Analyse réglementaire - 2023	<input checked="" type="checkbox"/>
2		<input type="checkbox"/>
3		<input type="checkbox"/>
4		<input type="checkbox"/>
5		<input type="checkbox"/>

**9 Engagement et signature**

Je certifie sur l’honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l’environnement requises au titre d’autres législations applicables ☒  
Je certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Qualité du signataire \_\_\_\_\_

À \_\_\_\_\_  
Fait le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ Signature du (des) demandeur(s)

**ANNEXE 1 – INFORMATIONS NOMINATIVES RELATIVES AU MAITRE  
D'OUVRAGE OU PETITIONNAIRE**

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable  
à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire  
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER  
LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE  
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro

Extension

Nom de la voie

Code Postal

Localité

Pays

Tél

Fax

Courriel

@

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro

107

Extensio  
n

Nom de la voie

BOULEVARD HENRI FABRE, CS 30536

Code postal

8 3 0 4 1

Localité TOULON cedex 9

Pays

France

Tél

494937062

Fax

Courriel

@

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom

BONNARD

Prénom Caroline

Qualité

Chargée d'opération eau et assainissement

Tél

607771925

Fax

Courriel

cbonnard@metropoletpm.fr

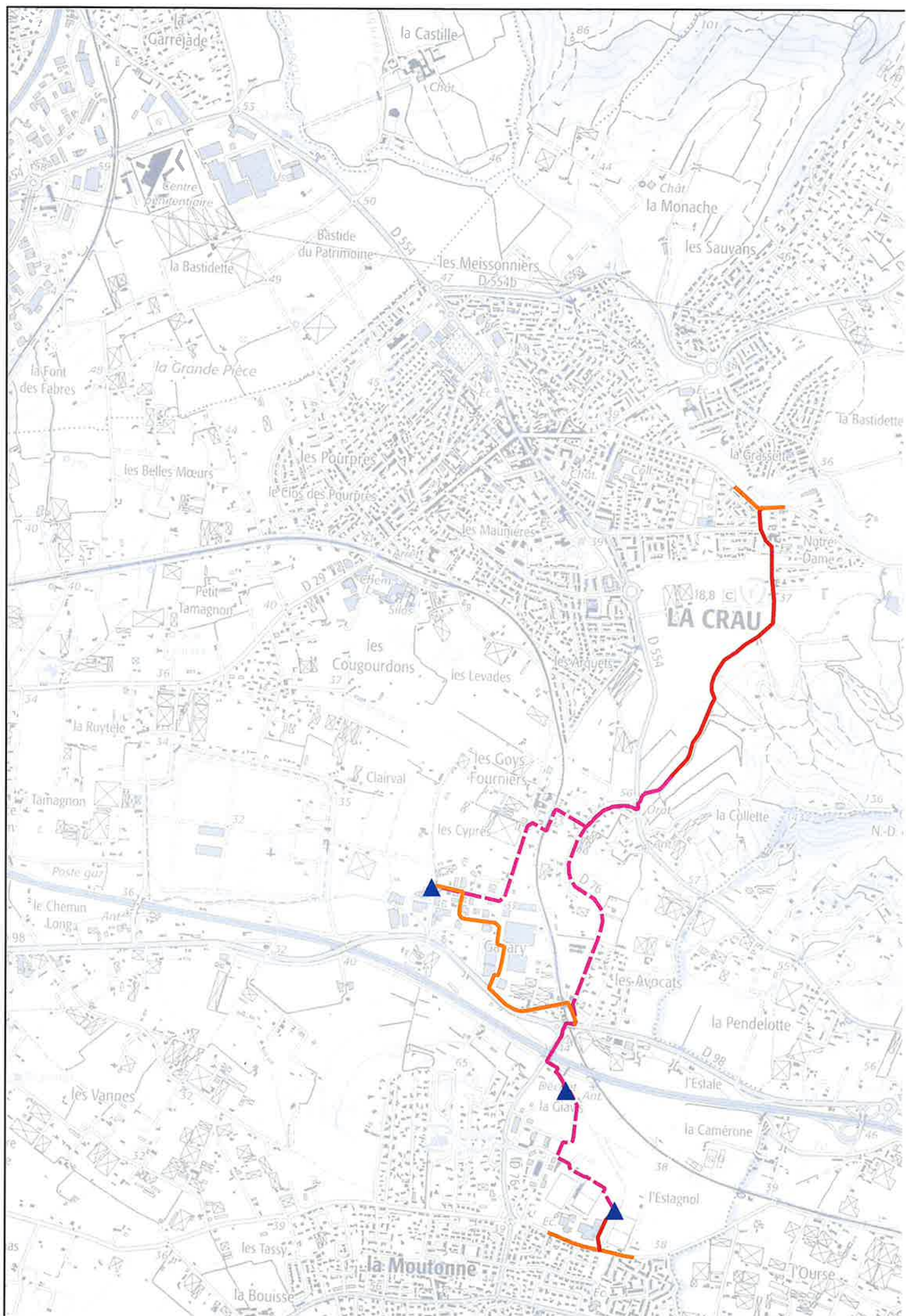
En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

## Co-maîtrise d'ouvrage

This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue lines, resembling notebook paper. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There is no handwriting or other markings on the paper.

## **ANNEXE 2 – PLAN DE SITUATION**

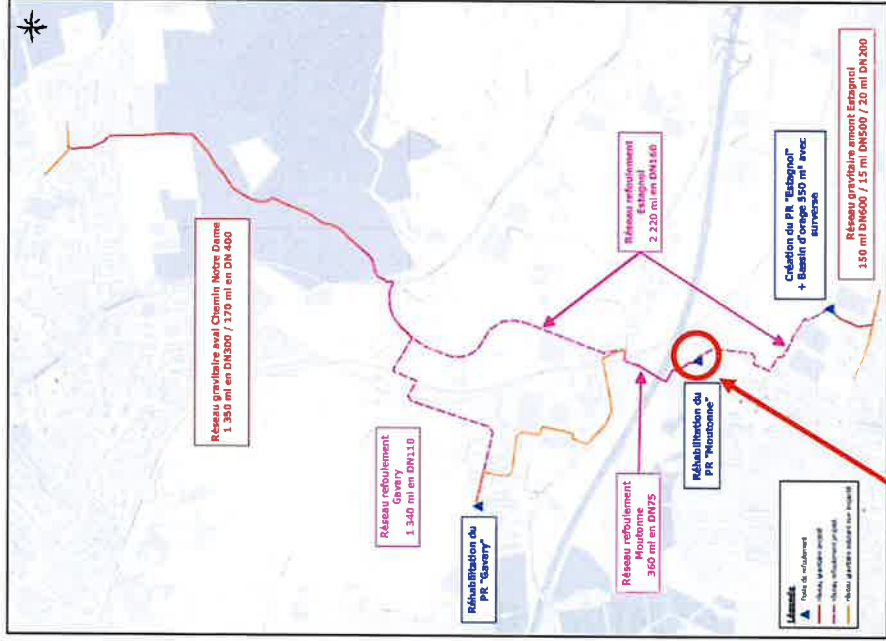




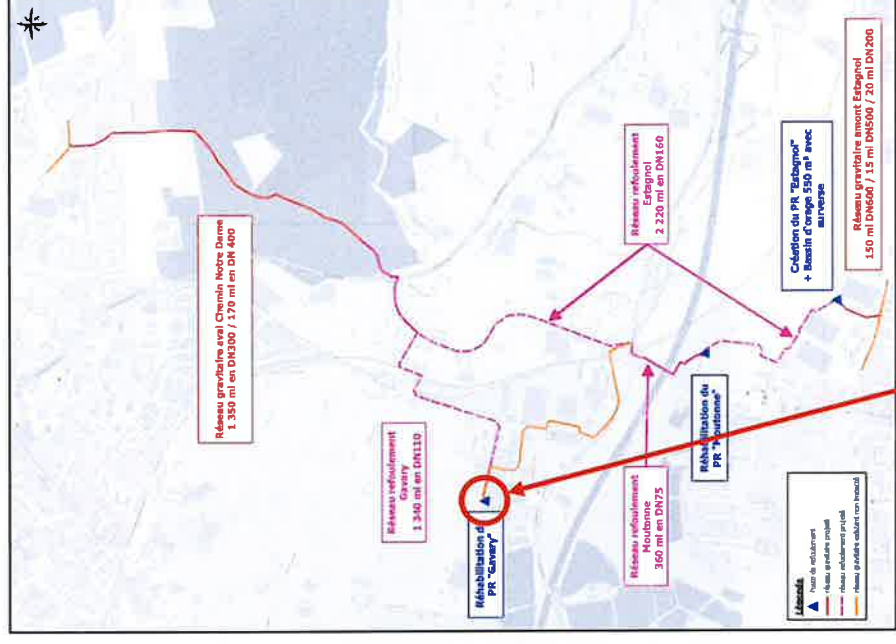


## **ANNEXE 3 – PHOTOGRAPHIES DE SITUATION DU PROJET**

PR Moutonne existant

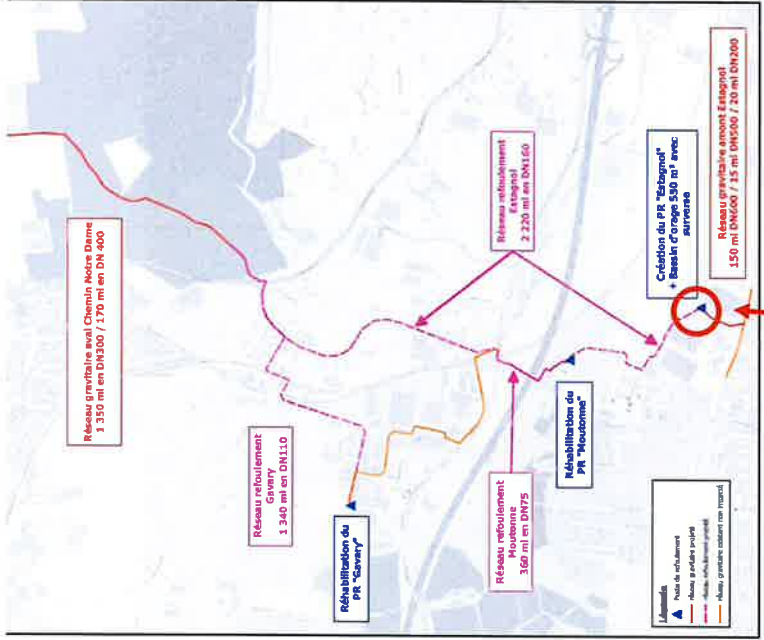
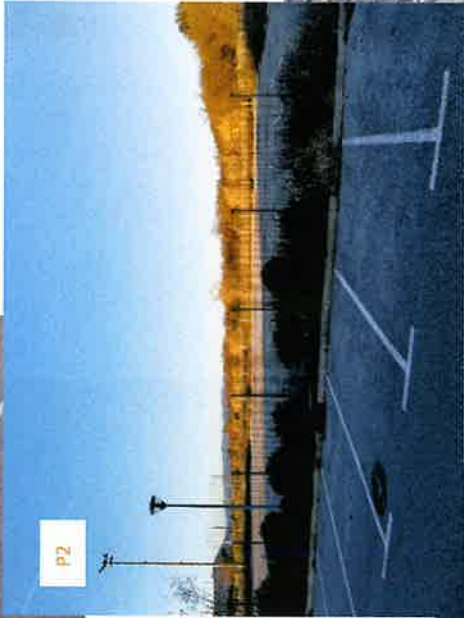


## PR Gavary existant

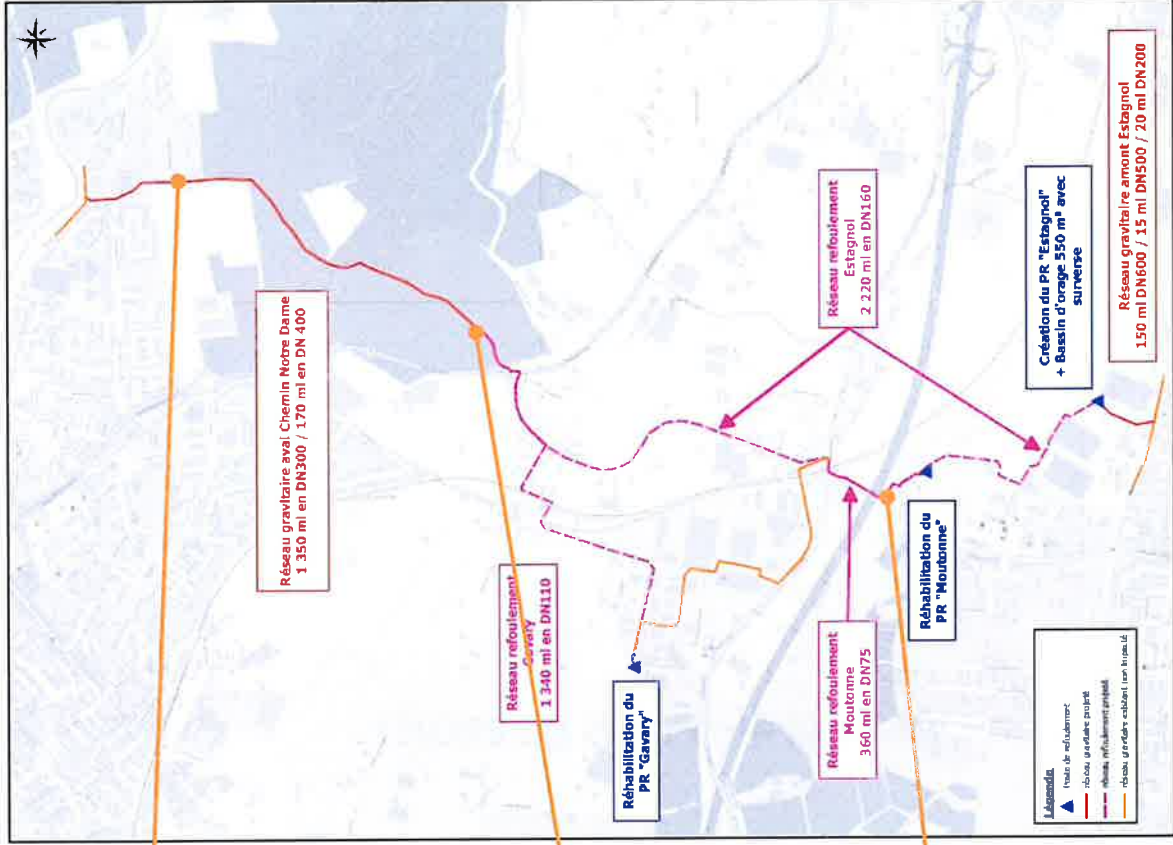




PR Estagnol projet

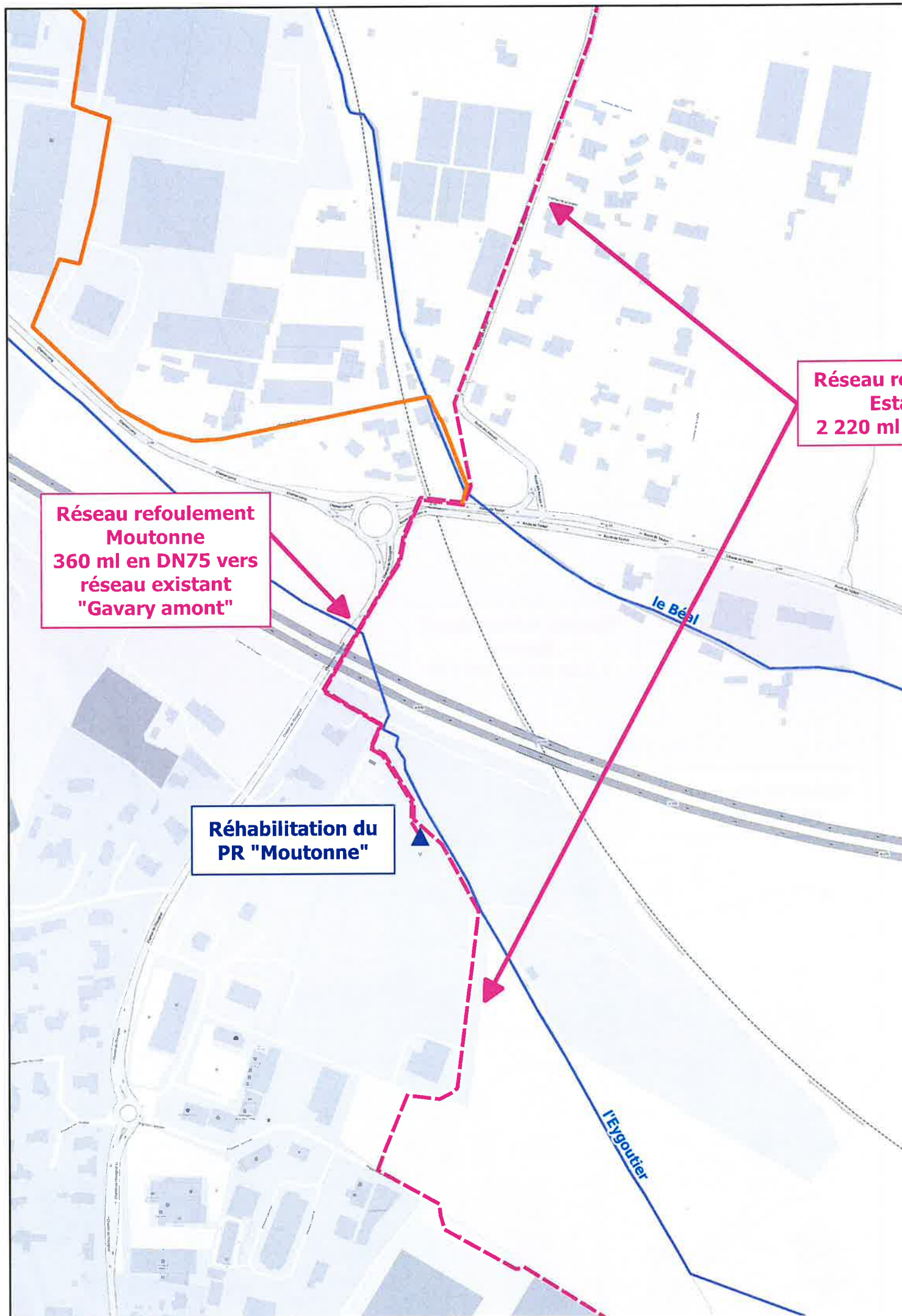


# Réseau projet



## **ANNEXE 4 – PLANS DU PROJET**
















The map displays a residential area with various buildings and streets. A solid blue line, labeled 'le Béal', runs diagonally from the top right towards the bottom left. A dashed red line forms a large loop, starting from the blue line, extending east, then south, and finally west towards the bottom left. An orange line branches off from the dashed red line and runs southwards. A blue triangle points to the start of this orange line. Two text boxes are present: one in the center with red text and one on the left with blue text.

**Réseau refoulement  
Gavary  
1 340 ml en DN110**

**Réhabilitation du  
PR "Gavary"**

## Légende

-  Poste de refoulement
-  réseau gravitaire projeté
-  réseau refoulement projeté
-  réseau gravitaire existant non impacté
-  Cours d'eau
- Zones de repartition des eaux
  -  Gapeau
  -  nappe alluviale du Gapeau





**Réseau gravitaire aval Chemin Notre Dame  
1 350 ml en DN300 / 170 ml en DN 400**

le Béal









## **ANNEXE 5 – PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

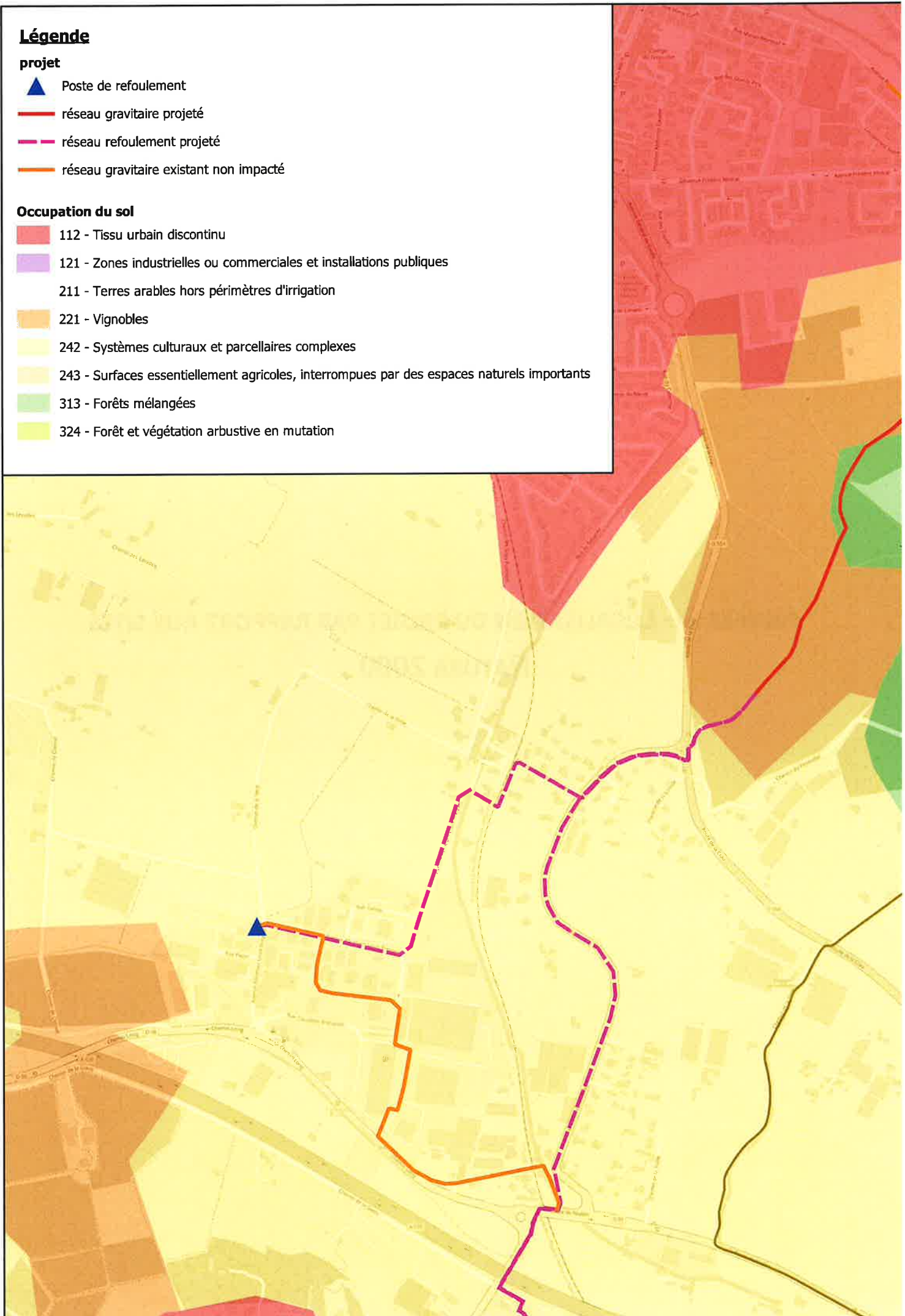
## Légende

### projet

-  Poste de refoulement
-  réseau gravitaire projeté
-  réseau refoulement projeté
-  réseau gravitaire existant non impacté

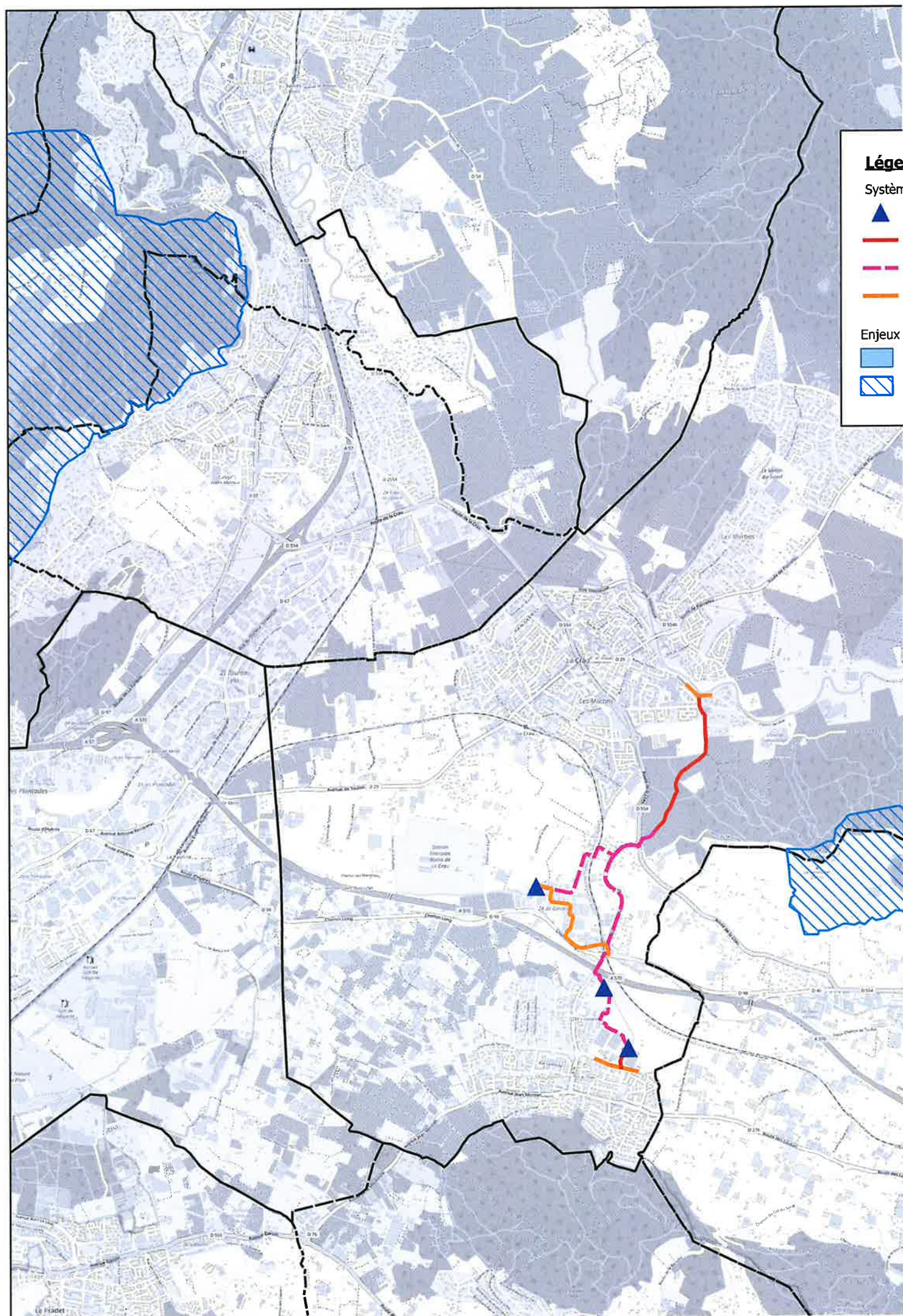
### Occupation du sol

-  112 - Tissu urbain discontinu
-  121 - Zones industrielles ou commerciales et installations publiques
-  211 - Terres arables hors périmètres d'irrigation
-  221 - Vignobles
-  242 - Systèmes culturaux et parcellaires complexes
-  243 - Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
-  313 - Forêts mélangées
-  324 - Forêt et végétation arbustive en mutation



**ANNEXE 6 – LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT AUX SITES  
NATURA 2000**





## **ANNEXE 7 – ANALYSE REGLEMENTAIRE**



**TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA CHAÎNE DE TRANSFERT  
D'ASSAINISSEMENT EU MOUTONNE/GAVARY, SUR LA  
COMMUNE DE LA CRAU**



**ANALYSE RÉGLEMENTAIRE**



SUIVI DU DOCUMENT :  
13190020-ER1-ETU-ME-1-001-Analyse règlementaire

Indice	Établi par :	Approuvé par :	Le :	Objet de la révision :
A	E. ELOFER	A.MARTY	13/02/2019	Établissement
B	R. ODE	A.MARTY	07/03/2023	MAJ projet
C	R. ODE	A.MARTY	12/05/2023	Echange préalable DDTM
D	R. ODE	A.MARTY / C.SAGE	06/09/2023	Modification dans le cadre de l'élaboration du cas par cas et MAJ Etude PRO



# SOMMAIRE

<b>A. CONTEXTE DE L'ETUDE .....</b>	<b>6</b>
<b>A.1. Préambule .....</b>	<b>6</b>
<b>A.2. Objectifs et description du projet .....</b>	<b>7</b>
<b>A.3. Description des travaux envisagés .....</b>	<b>9</b>
<b>B. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET .....</b>	<b>10</b>
<b>B.1. Documents de planification et de gestion des eaux : SDAGE Rhône Méditerranée Corse ....</b>	<b>10</b>
<b>B.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du Gapeau .....</b>	<b>11</b>
<b>B.3. Patrimoine naturel.....</b>	<b>15</b>
B.3.1. Inventaires naturels sur le territoire concerné par le projet.....	15
B.3.2. Zones Natura 2000 .....	18
B.3.3. ZNIEFF.....	21
B.3.4. Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) .....	21
B.3.5. Plan National d'Action (PNA).....	21
B.3.6. Zones humides .....	24
B.3.7. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) .....	25
B.3.8. Contexte hydrologique général.....	26
<b>C. CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>28</b>
<b>C.1. Préambule .....</b>	<b>28</b>
<b>C.2. Dossier d'autorisation ou de déclaration au titre de la nomenclature IOTA.....</b>	<b>28</b>
<b>C.3. Justification de la rubrique Prélèvement au titre de la nomenclature IOTA .....</b>	<b>35</b>
C.3.1. Rabattement de nappe .....	35
C.3.2. Zone de Répartition des Eaux.....	37
C.3.3. Qualité du niveau de rejet des eaux pompées.....	38
C.3.4. Périmètre de protection de captage .....	38
<b>C.4. Dossier au titre des installations classées pour la Protection de l'Environnement .....</b>	<b>39</b>
<b>C.5. Evaluation environnementale au titre du Code de l'environnement .....</b>	<b>39</b>
C.5.1. Préambule .....	39
C.5.2. Évaluation environnementale ou examen au cas par cas .....	39
<b>C.6. Enquête publique au titre du Code de l'Environnement .....</b>	<b>42</b>
<b>C.7. Dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées - Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) .....</b>	<b>43</b>
<b>C.8. Dossier d'autorisation de travaux en site classé .....</b>	<b>44</b>
<b>C.9. Dossier d'autorisation de travaux en parcs nationaux .....</b>	<b>44</b>
<b>C.10. Evaluation des incidences du projet sur le site Natura 2000 au titre du Code de l'Environnement.....</b>	<b>45</b>

<b>D. CODE DE L'URBANISME.....</b>	<b>46</b>
<b>D.1. Compatibilité avec le Document d'urbanisme en vigueur.....</b>	<b>46</b>
D.1.1. Zones du PLU.....	47
D.1.2. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone NI:.....	50
D.1.3. Emplacements réservés .....	51
D.1.4. Servitudes de mixité sociale.....	51
D.1.5. Servitudes d'utilité publique .....	51
<b>D.2. Plan de Prévention des risques naturels d'inondation.....</b>	<b>54</b>
<b>D.3. Compatibilité avec le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE).....</b>	<b>56</b>
<b>D.4. Compatibilité avec des documents de gestion des déchets (PEDMA) .....</b>	<b>56</b>
<b>D.5. Loi littoral.....</b>	<b>57</b>
<b>D.6. Autorisations d'urbanisme.....</b>	<b>57</b>
<b>D.7. Espaces Boisés classés.....</b>	<b>58</b>
<b>E. CODE DU PATRIMOINE .....</b>	<b>59</b>
E.1. Archéologie préventive .....	59
E.2. Sites patrimoniaux remarquables et zone de protection de monuments historiques .....	61
<b>F. CODE FORESTIER .....</b>	<b>62</b>
<b>G. CODE MINIER .....</b>	<b>64</b>
<b>H. SYNTHESE DES PROCEDURES REGLEMENTAIRES .....</b>	<b>65</b>

# TABLE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1 : Emprise du SAGE du bassin versant du Gapeau.....	11
Figure 2 : Volumes maximums disponibles et répartition par catégorie d'utilisateurs, annotée.....	13
Figure 3 : Carte des zones à enjeux environnementales.....	17
Figure 4 : Désignation de sites Natura 2000 .....	19
Figure 5 : Situation des sites NATURA 2000 vis-à-vis du projet .....	20
Figure 6 : Photographie d'une tortue d'Hermann.....	22
Figure 7 : Situation du projet vis-à-vis des zones de sensibilité de la tortue d'Hermann .....	22
Figure 8 : Photographie d'un lézard ocellé.....	23
Figure 9 : Situation du projet vis-à-vis des zones de sensibilité du lézard ocellé.....	23
Figure 10 : Zones humides présentes aux abords du projet – secteur Estagnol.....	25
Figure 11 : Carte du réseau hydrographique aux abords du projet (source : DDTM 83).....	27
Figure 12 : Secteurs concernés par le rabattement de nappe .....	36
Figure 13 : ZRE concernées par le projet.....	38
Figure 14 : Logigramme de la procédure de demande de dérogation à la protection stricte des espèces protégées.....	44
Figure 15 : Logigramme pour l'évaluation des incidences Natura 2000 .....	45
Figure 16 : Extrait du PLU de la commune de La Crau .....	46
Figure 17 : Servitude d'utilité publique sur la commune de La Crau .....	52
Figure 18 : Zonage règlementaire - PPRI du bassin versant du Gapeau .....	55
Figure 19 : Espaces Boisés Classés - Carte des parcelles concernées .....	58
Figure 20 : Situation du projet vis-à-vis de la zone n°4 soumis à archéologie préventive.....	60
Figure 21 : Localisation des enjeux patrimoniaux (Source : Atlas des patrimoines).....	61
Figure 22 : Zone de défrichement (Source : Système d'Information Géographique du Var) .....	63

Tableau 1 : Volumes maximums disponibles et répartition en % par catégorie d'utilisateurs entre le 1 <sup>er</sup> juillet et le 30 septembre (Source : Règlement du SAGE du bassin versant du Gapeau) .....	12
Tableau 2 : Enjeux environnementaux.....	15
Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature « IOTA » susceptibles d'être concernées par le projet .....	29
Tableau 4 : Estimation des débits de mise hors d'eau .....	35
Tableau 5 : Travaux, constructions et opérations soumis à évaluation environnementale .....	40
Tableau 6 : Tableau des emplacements réservés concernés par le projet .....	51
Tableau 7 : Synthèse des procédures réglementaires .....	65



## A. CONTEXTE DE L'ETUDE

Le présent document constitue une analyse réglementaire des travaux de restructuration de la chaîne de transfert d'assainissement EU Moutonne/Gavary, sur la commune de LA CRAU.

### A.1. PREAMBULE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée (TPM), devenue Métropole en 2017, est compétente en matière d'assainissement des eaux usées. Le périmètre de la compétence assainissement porte sur la collecte, le transport et le traitement des eaux usées issues de l'assainissement collectif ainsi que sur le contrôle de l'assainissement non-collectif.

Suite au transfert des compétences et après une phase de structuration et d'appropriation du service, TPM a souhaité disposer d'un Schéma Directeur Communautaire d'Assainissement. Il a été réalisé par Egis en 2015.

Une modélisation hydraulique a permis de compléter et de préciser la connaissance du fonctionnement de certains secteurs de l'Agglomération, et notamment du quartier « La Moutonne » à la Crau où de nombreux débordements surviennent par temps de pluie en certains endroits.

Actuellement, les effluents du bassin de collecte de la Moutonne s'écoulent gravitairement vers le poste de refoulement de la Moutonne. Ils sont ensuite refoulés, via ce PR, vers le bassin de collecte de Gavary, où ils s'écoulent de manière gravitaire jusqu'au poste de refoulement de Gavary. Les effluents pompés au PR de Gavary sont ensuite refoulés jusqu'au réseau d'assainissement gravitaire situé chemin Notre Dame, pour rejoindre gravitairement le réseau intercommunal d'assainissement de la CCVG. Les eaux usées du quartier « La Moutonne » à la Crau (notamment vieux chemin d'Hyères) sont collectées et refoulées par les PR La Moutonne et Gavary vers le réseau intercommunal de la CCVG.

Par temps de pluie, des mises en charge de collecteurs et des débordements sont constatés sur le bassin de collecte de la Moutonne.

D'autre part, les eaux pompées au PR de la Moutonne étant renvoyées sur le bassin de collecte du PR de Gavary, les eaux claires parasites raccordées sur le bassin de collecte de Moutonne, viennent perturber le système de collecte du PR de la Moutonne jusqu'au PR de Gavary. En revanche, très peu de déversement sont mesurés au niveau du trop-plein du poste de Gavary, car celle-ci est trop haute. Le point bas en fonctionnement dynamique est situé sur le réseau en amont.

Le débit pompé au PR de Gavary est limité par la capacité du réseau gravitaire aval, situé chemin Notre Dame, qui ne permet pas de faire fonctionner les deux pompes du poste en simultané. En effet, par temps de pluie, des débordements sont parfois constatés sur le chemin Notre Dame. Le réseau d'assainissement EU gravitaire du chemin Notre Dame déborde donc déjà avec une seule pompe en fonctionnement par temps de pluie.

## A.2. OBJECTIFS ET DESCRIPTION DU PROJET

*Source : Mémoire Projet*


La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) souhaite résoudre les dysfonctionnements relevés et identifiés dans le SDA de 2015 sur les infrastructures eaux usées du quartier de la « Moutonne » sur la commune de La Crau.

A l'issue de la mission diagnostic, le scénario 3 a été choisi par la collectivité afin d'être développé.

Le scénario 3 a été bâti en repartant des orientations définies dans le scénario C du SDA de 2015.

Dans ce scénario, le PR de La Moutonne est déplacé au niveau du parking du complexe sportif de l'Estagnol, et est ainsi renommé « PR de l'Estagnol ». L'ancien emplacement du PR est réhabilité en poste de plus petite capacité pour récupérer les eaux usées provenant du Nord-Ouest du quartier de la Moutonne, afin de les renvoyer dans le réseau gravitaire existant, relié au PR de Gavary.

Au niveau du nouveau poste de relèvement de L'Estagnol, trois choix de protection du milieu naturel ont été établis. Le choix retenu à l'AVP était le suivant :

 Option 2 : Stockage de l'ensemble du volume de pluie projeté arrivant au poste pour une pluie semestrielle.



Afin de gérer l'ensemble du volume d'eau de pluie lors d'un épisode semestriel, il est nécessaire de créer un bassin de rétention-stockage au droit du PR de l'Estagnol.

Au stade AVP, il a également été retenu que chaque PR refoule indépendamment dans le réseau gravitaire aval.

Entre la phase AVP et PRO, un projet d'aménagement de la zone humide de l'Eygoutier au droit des parcelles 20, 128 et 129 a vu le jour. La Métropole TPM a donc demandé à son maître d'œuvre que le tracé de la conduite de refoulement du PR de l'Estagnol soit modifié dans le cadre de la phase PRO.

Suite à la visite sur site du 25/02/2020, il a été acté avec la Métropole TPM que la conduite longera le stade et passera par le côté Est de la parcelle 757.

Les scénarii retenus concernant le passage des conduites suite à l'AVP sont les suivants :

 Le scénario 1 du tronçon 2 est retenu (route des Avocats – RD76),  
 Le scénario 2 du tronçon 5 est retenu (on supprime les 3 réseaux existants en parallèle sous avenue Pasteur pour n'en faire qu'un seul nouveau).

Les travaux préconisés à l'issue du Schéma Directeur d'Assainissement, permettent de limiter les débordements sur le Bassin Versant de La Moutonne.

A noter que le tracé de refoulement préconisé comporte plusieurs singularités : passage par encorbellement au niveau du pont au-dessus de la voie SNCF, passage sur traversée de la RD98 et de la RD554, passage en domaine privé...

La localisation du projet est disponible en page suivante.



**Réseau gravitaire aval Chemin Notre Dame**  
1 350 ml en DN300 / 170 ml en DN 400

**Réseau refoulement  
Gavary**  
1 340 ml en DN110










**Réhabilitation du  
PR "Gavary"**

**Réseau refoulement  
Moutonne**  
360 ml en DN75








**Réseau refoulement  
Estagnol**  
2 220 ml en DN110

### A.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX ENVISAGES

Le projet comprend la réalisation des travaux suivants :

-  **Ouvrages**
  -  Création du PR « Estagnol » associé à un bassin d'orage de 550 m<sup>3</sup> avec trop plein situés au niveau du parking du complexe sportif de l'Estagnol ;
  -  Réhabilitation des cuves des PR « Gavary » et « La Moutonne » ainsi que le remplacement des pompes et de leurs équipements annexes.
-  **Réseau d'assainissement :**
  -  Refoulement du PR « Estagnol » : 2 220 ml en DN160 ;
  -  Refoulement du PR « Gavary » : 1 340 ml en DN110 ;
  -  Refoulement du PR « La Moutonne » : 360 ml en DN75 ;
  -  Réseau gravitaire amont du PR « Estagnol » : 150 ml en DN600, 15 ml en DN500 et 20 ml en DN200 ;
  -  Réseau gravitaire aval Chemin Notre Dame : 1 350 ml en DN300 et 170 ml en DN 400.




Les travaux peuvent se dérouler de la manière suivante :

-  1ère phase : Réalisation du réseau EU gravitaire au départ de l'avenue pasteur jusqu'en haut du chemin de Notre-Dame.
-  2ème phase : Réalisation du réseau de refoulement du PR de l'Estagnol ainsi que des zones en tranchée commune pour les canalisations de refoulement des PR de la Moutonne et de Gavary.
-  2ème phase Bis : En parallèle, une seconde équipe peut poser la canalisation de refoulement du PR de Gavary en amont et en aval du passage des parcelles privées et de la voie ferrée.
-  3ème phase : Réalisation du poste de refoulement de l'Estagnol.
-  5ème phase : Une fois le PR de l'Estagnol en place, il est possible de réaliser le nouveau réseau gravitaire au droit du parking de l'Estagnol, le connecter au PR et ainsi condamner le réseau gravitaire existant le long de l'Eygoutier. Cette phase peut être anticipée en parallèle des deux phases précédentes.
-  6ème phase : Une fois l'ancien réseau gravitaire déconnecté, le PR de la Moutonne est isolé et peut donc être réhabilité.
-  7ème phase : A la suite de la réhabilitation du PR de la Moutonne, le PR de Gavary peut être réhabilité. Durant la période de réhabilitation, un pompage provisoire sera mis en place (seulement possible d'Avril à Septembre). Lors de la réhabilitation du poste, le tubage du poste de refoulement au droit des parcelles privées et de la voie ferrée pourront être réalisés.

Pendant l'ensemble des phases de travaux, le réseau existant reste en fonctionnement afin de maintenir le service.

Une attention particulière sera portée sur la sécurité des riverains et la continuité de l'accessibilité pendant les travaux.

Le délai prévisionnel des travaux est :

-  1- Préparation de chantier : 1 mois
-  2- Travaux : 10 mois
-  3- Période de mise en observation (conformément au Fasc. 81) : 30 jours consécutifs




















## B. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

### B.1. DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES EAUX : SDAGE RHONE MEDITERRANEE CORSE

Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée constitue le cadre de référence pour la politique de l'eau du bassin.

Après leur adoption par le Comité de bassin le 18 mars 2022, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes par arrêté préfectoral signé le 21 mars 2022 et publié au Journal officiel du 3 avril. Par conséquent, **le SDAGE 2022-2027 est devenu applicable à partir du 4 avril 2022**, pour une durée de 5 ans.

Le SDAGE 2022-2027 comprend **9 orientations fondamentales** que sont :

-  **Orientation fondamentale n°0** : s'adapter aux effets du changement climatique ;
-  **Orientation fondamentale n°1** : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
-  **Orientation fondamentale n°2** : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ;
-  **Orientation fondamentale n°3** : prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau ;
-  **Orientation fondamentale n°4** : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
-  **Orientation fondamentale n°5** : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé :
  -  Orientation fondamentale n°5a : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle ;
  -  Orientation fondamentale n°5b : lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques ;
  -  Orientation fondamentale n°5c : lutter contre les pollutions par les substances dangereuses ;
  -  Orientation fondamentale n°5d : lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles ;
  -  Orientation fondamentale n°5e : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine ;
-  **Orientation fondamentale n°6** : préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides :
  -  Orientation fondamentale n°6a : agir sur la morphologie et le découloignement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques ;
  -  Orientation fondamentale n°6b : préserver, restaurer et gérer les zones humides ;
  -  Orientation fondamentale n°6c : intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau ;
-  **Orientation fondamentale n°7** : atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
-  **Orientation fondamentale n°8** : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

**Au vu de la nature du projet (restructuration du réseau de collecte des eaux usées pour limiter les débordements au milieu naturel), ce dernier est compatible avec le SDAGE.**

## B.2. SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE) DU GAPEAU

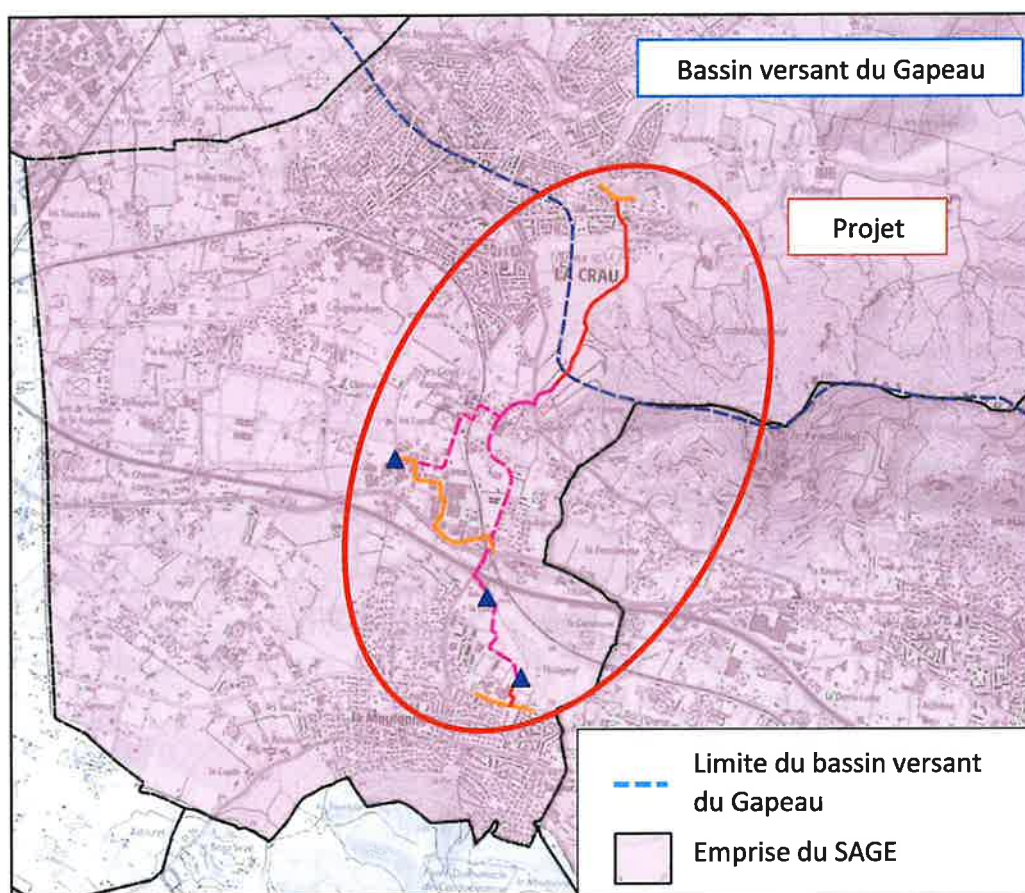
Le projet se situe dans le périmètre du **SAGE du Gapeau**.

Celui-ci a été approuvé le 28 juillet 2021. C'est un outil de gestion de l'eau pour atteindre le bon état physique, chimique et écologique des masses d'eau.

Différents enjeux et objectifs ont été déterminés dans le cadre du SAGE organisés en 5 volets :

- ✓ Développer une gestion quantitative des ressources en cohérence avec le développement socioéconomique et le respect des milieux aquatiques (volet quantité) ;
- ✓ Atteindre le bon état des masses d'eau (Volet qualité) ;
- ✓ Restaurer et préserver les milieux aquatiques pour retrouver l'équilibre fonctionnel du bassin versant (Volet milieux aquatiques) ;
- ✓ Mettre en œuvre une gestion des inondations intégrée (Volet inondation) ;
- ✓ Assurer une gouvernance efficace à l'atteinte des objectifs du SAGE (Volet gouvernance).

La carte suivante situe l'emprise du SAGE à l'échelle du projet.



**Figure 1 : Emprise du SAGE du bassin versant du Gapeau**

Dans le cadre du rabattement de nappe effectué pendant la phase de travaux, le projet est ainsi concerné par le SAGE sur les volets « Quantité » et « Qualité ». Il est donc concerné par les règles suivantes :



Volet « quantité » :

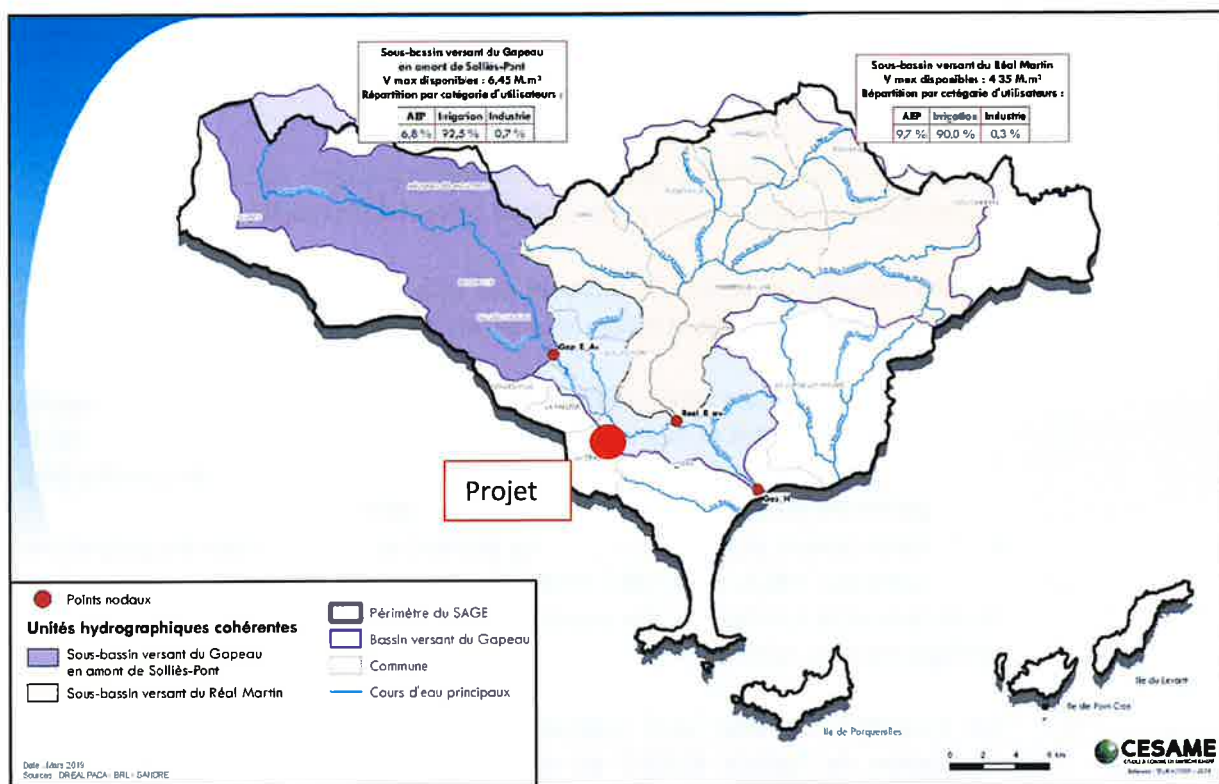
■ **Règle n°1 : Volumes Maximums Disponibles et répartition par catégorie d'utilisateurs**

Afin de préserver ou de ne pas dégrader l'équilibre quantitatif des eaux superficielles, les volumes maximums disponibles sur la période du 1er juillet au 30 septembre et leur répartition en pourcentage entre les différentes catégories d'utilisateurs sont définis comme suit :

**Tableau 1 : Volumes maximums disponibles et répartition en % par catégorie d'utilisateurs entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre (Source : Règlement du SAGE du bassin versant du Gapeau)**

Volumes maximums disponibles et répartition en % par catégorie d'utilisateurs entre le 1 <sup>er</sup> Juillet et le 30 septembre				
Unités hydrographiques cohérentes	Volumes Maximums Disponibles (en Million de m <sup>3</sup> )	Répartition par catégorie d'utilisateurs		
		Adduction publique d'eau potable	Irrigation	Industrie
Sous-bassin versant du Gapeau en amont de Solliès-Pont (Gap_E_av)	6,45 Mm <sup>3</sup>	6,8 %	92,5 %	0,7 %
Sous-bassin versant du Réal Martin (Real_B_av)	4,35 Mm <sup>3</sup>	9,7 %	90,0 %	0,3 %

Les zones concernées sont les unités hydrographiques cohérentes « sous-bassin versant du Gapeau en amont de Solliès-Pont » et « sous-bassin versant du Réal Martin » incluses dans le périmètre du SAGE présentées sur la carte suivante.



**Figure 2 : Volumes maximums disponibles et répartition par catégorie d'utilisateurs, annotée**

**(Source : Règlement du SAGE du bassin versant du Gapeau)**

**Le projet n'est pas situé dans l'une des deux zones concernées par la règle n°1. Cependant, une attention particulière sera portée sur la période de prélèvement réalisée.**

#### **Règle n°2 : Encadrer les modalités de prélèvement**

Toute nouvelle installation, tout nouvel ouvrage permettant le prélèvement dans les ressources naturelles est interdit sauf si les prescriptions suivantes sont respectées de manière cumulative :

- Le débit et le volume prélevés correspondent aux stricts débits et volumes nécessaires à leur usage ;
- Le pétitionnaire démontre l'absence d'impact total sur l'hydrologie des cours d'eau en étiage sur la période du 1er juillet au 30 septembre. Cette analyse est incluse dans l'étude d'incidence environnementale détaillée à l'article R.181-14 du Code de l'environnement (autorisation environnementale) et R.214-32 du même code (déclaration) ;

L'ouvrage de prélèvement est équipé en permanence d'un dispositif de suivi des volumes et/ou des débits prélevés conforme à la législation en vigueur.





## Volet « qualité » :



### Règle n°3 : Renforcer le suivi des rejets dans le milieu naturel

A la date de publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE du bassin versant du Gapeau, les nouveaux rejets au milieu naturel respectent les prescriptions suivantes de manière cumulative :

- Le suivi prévoit à minima deux analyses par an au niveau du cours d'eau exutoire du rejet, une en période d'étiage et une en régime moyen, selon le protocole suivant :
  - Pour chaque campagne, réalisation d'un prélèvement dans le cours d'eau en amont immédiat du point de rejet et d'au moins un prélèvement en aval du point de rejet, avec mesure des débits dans le cours d'eau au niveau des deux points de prélèvement (sauf en période d'assec),
  - Pour chaque prélèvement, analyse portant au minimum sur les paramètres suivants : DBO5, DCO, MES, NTK, NGL, Ptot,Le nombre et la localisation des points de prélèvement pourront être adaptés à la configuration du rejet.
- Les modalités de suivi sont précisées soit dans l'étude d'impact établie en application de l'article R122-5 du code de l'environnement, soit dans étude d'incidence environnementale établie en application de l'article R.181-14 du code de l'environnement (autorisation environnementale), soit dans le dossier de déclaration établi selon l'article R.214-32 du même code
- Le rapport de surveillance, annexé au rapport annuel, est transmis au service en charge de la police de l'eau et à l'Agence Française pour la Biodiversité, délégation du Var »).

Les services de l'État veillent à faire appliquer la présente règle en imposant à l'exploitant des suivis du cours d'eau adaptés aux caractéristiques des rejets et cohérents avec les suivis imposés dans le cadre des arrêtés préfectoraux.

**Dans le cadre du projet, les débits et les volumes prélevés seront strictement limités à la bonne exécution des travaux. Un dispositif de suivi des volumes et/ou des débits prélevés sera mis en place ainsi qu'un suivi des rejets dans le milieu naturel.**

**Un dossier d'autorisation sera réalisé au titre du code de l'environnement (cf paragraphe H)**

**De plus, au vu de la nature du projet (restructuration du réseau de collecte des eaux usées pour limiter les débordements au milieu naturel), ce dernier est compatible avec l'enjeu de qualité du SAGE.**

Par ailleurs, une partie du périmètre du SAGE (les ressources superficielles et la nappe alluviale du Gapeau) a été classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) (cf C.3.2).

## B.3. PATRIMOINE NATUREL

### B.3.1. Inventaires naturels sur le territoire concerné par le projet

Le tableau et la carte présentés en page suivante caractérisent les enjeux environnementaux présents sur le territoire communal de La Crau et ceux à proximité du projet.

**Tableau 2 : Enjeux environnementaux**

ELEMENTS REMARQUABLES	COMMUNE DE LA CRAU
<b>Protections réglementaires</b>	
<b>Parcs Nationaux</b> au titre de l'article L.331-1 et suivants du Code de l'Environnement	-
<b>Réserves naturelles</b> au titre de l'article L.332-1 et suivants du Code de l'Environnement	-
<b>Arrêtés Préfectoraux de protection de biotope</b> au titre de l'article L.4111-1-1 du Code de l'Environnement	-
<b>Plan national d'action</b> au titre de l'article L.411-3 du Code de l'Environnement	- Plan National d'action Tortue d'Hermann – Sensibilité très faible au niveau du projet - Sensibilité moyenne à faible en bordure du projet sur 200 mètres - Plan national d'action Lézard Ocellé - zone de présence probable à hautement probable au niveau du projet
<b>Sites classés</b> au titre de l'article L.341-1 à L.341-22 du Code de l'Environnement	-
<b>Sites inscrits</b> au titre de l'article L.341-1 à L.341-22 du Code de l'Environnement	-
<b>Zones de protection</b> au titre de l'article L.411-1-1 du Code de l'Environnement	-
<b>Réserve intégrale</b> de Parc National	-
<b>Inventaires du patrimoine naturel et paysager</b>	
<b>Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type I</b> (ZNIEFF de type I)	-
<b>Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type II</b> (ZNIEFF de type II)	930012493 Maurettes - Le Fenouillet - Le Mont-Redon à 20 m du projet
	930020271 Massif Du Mont Des Oiseaux Et Du Paradis à 0,6 km du projet
	930020272 L'Estagnol A 100 m du projet
	930020277 Ripisylves et Agrosystèmes de Sauvebonne et de Réal Martin à 0,4 km du projet
<b>Inventaire des zones humides</b> au titre de l'article L.211-1 du Code de l'Environnement	83CARTHAGE19 Le Réal Martin à 4 km du projet
	83CARTHAGE55 Le Gapeau à 40 m du projet
	<b>83CARTHAGE64 L'Eygoutier en bordure du projet</b>
	83CARTHAGE7 Le Meige Pan à 12,5 km du projet
	83CGLVAR0023 Montbel ancien couvent à 4,5 km du projet
	<b>83CGLVAR1080 La Crau Camerone en bordure du projet</b>
<b>Gestion de l'espace</b>	
<b>Parcs naturels régionaux</b> au titre de l'article L.331-1 et suivants du Code de l'Environnement	-
<b>Opérations grands sites</b> au titre de la Directive du Ministère chargé de l'Environnement du 2 mai 1997	-
<b>Engagements internationaux</b>	
<b>Zones humides d'importance internationale</b> découlant de la Convention de RAMSAR	-
<b>Natura 2000 – Directive Habitats</b>	FR9301622 La plaine et le massif des Maures à 1,3 km du projet
<b>Natura 2000 – Directive Oiseaux</b>	-

# SRCE

Réservoirs de biodiversité	FR93RS1428      Basse Provence calcaire à 0,6 km du projet FR93RS1430      Basse Provence calcaire à 7,8 km du projet FR93RS1431      Basse Provence calcaire à 7 km du projet FR93RS1444      Basse Provence siliceuse à 4 km du projet
Plans d'eau, zones humides et zones rivulaires	Zones humides Secteur des Côtiers, du Rhône au cap Bénat : FR93RS1233 FR93RS1526 FR93RS1580 FR93RS1806 FR93RS2792 FR93RS3065 FR93RS3260 à 160 mètres du projet <b>FR93RS3692 en bordure du projet</b> FR93RS4051 FR93RS4198 FR93RS5356 FR93RS5637 à 60 mètres du projet FR93RS620



## Légende

Système d'assainissement projeté

▲ Poste de refoulement

— réseau gravitaire projeté

— réseau refoulement projeté

— réseau gravitaire existant non impacté

Enjeux environnementaux

▨ ZNIEFF de type I

▨ ZNIEFF de type II

▨ SRCE - Zones humides et plan d'eau

▨ Zones humides - inventaire régional

▨ Réservoir SRCE

FR93RS1428  
Basse Provence calcaire



### B.3.2. Zones Natura 2000

Avec la constitution du réseau Natura 2000, l'Europe s'est lancée dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques dont les deux objectifs sont :

- ✓ Préserver la diversité biologique,
- ✓ Valoriser le patrimoine naturel des territoires.

Le maillage des sites s'étend sur toute l'Europe de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels.

Deux Directives européennes, Oiseaux (directive 79/409/CE de 2 avril 1979) et Habitats Faune et Flore (directive 92/43/CEE du 21 mai 1992) établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen.

- ✓ **La directive « Oiseaux »** propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Plus de 3 000 sites ont été classés par les Etats de l'Union en tant que Zones de Protection Spéciales (ZPS).
- ✓ **La directive « Habitats faune flore »** établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leur habitat. Cette directive répertorie plus de 200 types d'habitats naturels, 200 espèces animales et 500 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), actuellement plus de 20 000 pour 12% du territoire européen, permettent une protection de ces habitats et espèces menacées.

La désignation d'un site Natura 2000 se fait en plusieurs étapes :

- ✓ **Au titre de la directive « Oiseaux » :**
  - Etape 1 : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) : Inventaire scientifique identifiant les zones connues comme les plus importantes pour la conservation des oiseaux en France. C'est, pour partie, sur la base de cet inventaire que sont désignés les Zones de Protection Spéciales (ZPS).
  - Etape 2 : Zones de Protection Spéciales (ZPS) : Zones constitutives du réseau Natura 2000 désignées par arrêté ministériel en application de la Directive « Oiseaux ».
- ✓ **Au titre de la directive « Habitats » :**
  - Etape 1 : Sites éligibles [inventaire des] : Inventaire scientifique global identifiant les sites susceptibles d'être proposés au réseau Natura 2000 en application de la directive « Habitats ». C'est, pour partie, sur la base de cet inventaire que sont définies les propositions de Site d'Importance Communautaire (pSIC).
  - Etape 2 : Propositions de Site d'Importance Communautaire (pSIC) : Sites proposés par chaque Etat membre à la commission européenne pour intégrer le réseau Natura 2000 en application de la directive « Habitats ».

- **Etape 3 :** Site d'Importance Communautaire (SIC) : Sites sélectionnés, sur la base des propositions des Etats membres, par la commission européenne pour intégrer le réseau Natura 2000 en application de la directive « Habitats ». La liste de ces sites est arrêtée par la commission européenne de façon globale pour chaque région biogéographique. Ces sites sont ensuite désignés en Zones Spéciales de Conservation (ZSC) par arrêtés ministériels.
- **Etape 4 :** Zones Spéciales de Conservation (ZSC) : Zones constitutives du réseau Natura 2000 désignées par arrêtés ministériels en application de la directive « Habitats ».

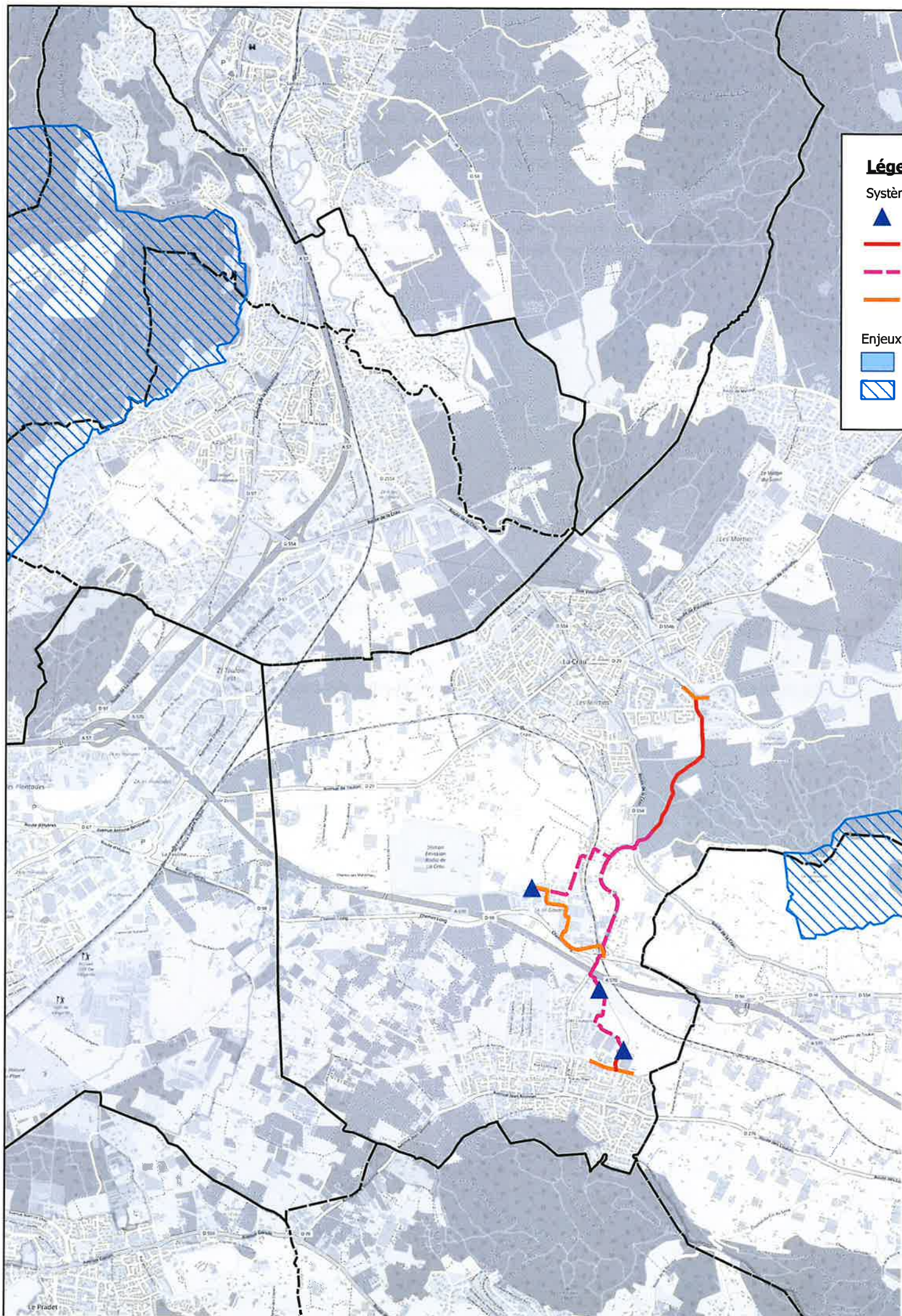


**Figure 4 : Désignation de sites Natura 2000**

**La zone Natura 2000 la plus proche est la suivante : FR9301622 La plaine et le massif des Maures située à 1,3km. Le projet, par sa nature et sa localisation, n'a ainsi aucune incidence sur la zone Natura 2000.**

La carte ci-dessous présente les zone NATURA 2000 situées aux alentours du projet.







### B.3.3. ZNIEFF

Les ZNIEFF ont pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs du territoire particulièrement intéressants sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF est un programme initié par le ministère en charge de l'environnement et lancé en 1982 par le Muséum national d'histoire naturelle.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe : elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. La loi de 1976 sur la protection de la nature impose cependant aux PLU de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de "détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier" à des espèces animales ou végétales protégées. Pour apprécier la présence d'espèces protégées et identifier les milieux particuliers en question, les ZNIEFF constituent un élément d'expertise pris en considération par la jurisprudence des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat.

Deux types de ZNIEFF sont distingués : **ZNIEFF de type I** et **ZNIEFF de type II**.

L'inventaire des ZNIEFF a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

***Le projet est situé à 20m de la ZNIEFF la plus proche (930012493 Maurettes - Le Fenouillet - Le Mont-Redon). De par sa proximité avec le projet, une attention sera portée sur la préservation du site lors des travaux.***

### B.3.4. Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)





Les arrêtés de protection de biotope visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Les mesures qu'ils fixent permettent de favoriser la protection ou la conservation de biotopes.

***Le projet est situé à 5,5 km de la zone couverte par l'APPB le plus proche.***

### B.3.5. Plan National d'Action (PNA)

Les plans nationaux d'actions sont des outils de protection de la biodiversité qui répondent aux exigences des directives européennes dites « oiseaux » et « habitats » qui engagent au maintien ou à la restauration des espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation.

Les actions d'un PNA sont de plusieurs natures :

-  Amélioration des connaissances et acquisition de données ;
-  Conservation et mesures de gestion ;
-  Communication, sensibilisation et formation ;
-  Gestion du plan et animation des réseaux.

Pour le volet conservation et mesures de gestion, les principales actions consistent à identifier les stations et leurs statuts, d'évaluer les menaces et l'état de conservation des stations, mettre en place un système d'acquisition foncières et/ou convention de gestion.



### B.3.5.1. La tortue d'Hermann

La **tortue d'Hermann**, unique tortue terrestre, est une espèce menacée, qui ne subsiste plus qu'en effectifs réduits dans le Var et en Corse.

La DREAL PACA assure la coordination du plan national d'actions en faveur de la tortue d'Hermann pour le compte du MEDDE.



*Figure 6 : Photographie d'une tortue d'Hermann*

Fruit d'un travail collectif, le plan national d'actions (2018-2027) synthétise les connaissances biologiques disponibles sur cette espèce, décrit les principales menaces qui pèsent sur son avenir, fait un bilan des actions menées et propose une politique générale en faveur de sa protection.

Celle-ci s'articule autour d'un suivi cohérent des populations, de la mise en œuvre d'actions coordonnées, d'une information des acteurs concernés et de l'intégration de la protection de la tortue d'Hermann dans les activités humaines et les politiques publiques.

Une carte des noyaux de populations varois dits « prioritaires » délimite les zones les plus importantes pour la préservation de l'espèce. Une vingtaine de populations devrait être protégée sur la base des densités observées, une trentaine si l'on considère une sélection sur la base de fortes densités et/ou de la présence d'indicateurs de reproduction.



*Figure 7 : Situation du projet vis-à-vis des zones de sensibilité de la tortue d'Hermann*

**Le projet est situé dans une zone de sensibilité très faible.**

### B.3.5.2. Le lézard ocellé

Le **lézard ocellé** est le plus grand lézard de France. À l'échelle française, l'espèce est protégée, mais pas son habitat, sur l'ensemble du territoire par l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007

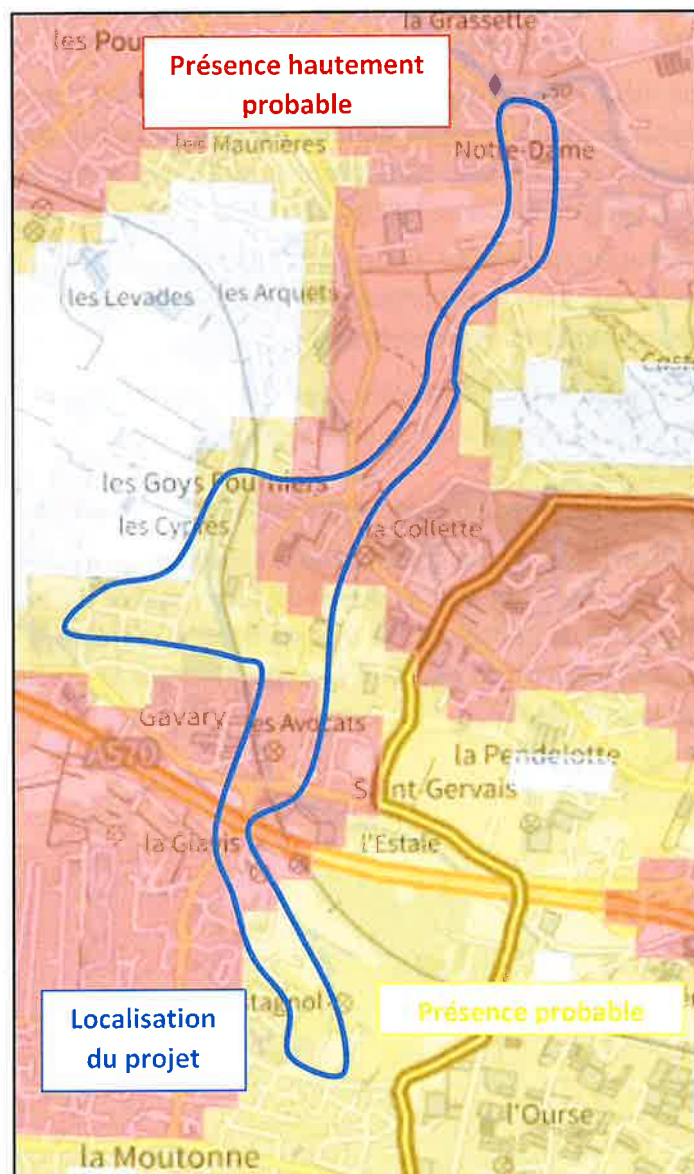
En 2020, la Société Herpétologique de France a été désignée structure animatrice du PNA LO par la DREAL Nouvelle Aquitaine pour le compte du MTE.



*Figure 8 : Photographie d'un lézard ocellé*

Le Plan national d'actions 2020-2029 propose quatorze actions pour assurer la conservation à long terme des populations de Lézard ocellé.

La distribution potentielle du Lézard Ocellé est présentée sur la carte suivante.



*Figure 9 : Situation du projet vis-à-vis des zones de sensibilité du lézard ocellé*

**Le projet est situé dans une zone de présence probable à hautement probable. Le projet est situé principalement sur voirie. Une attention sera portée sur la préservation de l'espèce lors des travaux hors voirie.**

### B.3.6. Zones humides

En France, les zones humides sont définies et protégées depuis 1992 (loi sur l'eau du 03/01/92 et Code de l'Environnement).

#### **Article L.211-1 du Code de l'Environnement :**

***« On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».***

L'objectif général de l'article L.211-1 est décliné à l'échelle des grands bassins hydrographiques dans les SDAGE, et le cas échéant dans les SAGE.

En complément, les installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA), susceptibles d'avoir un impact sur la ressource en eau et les milieux aquatiques (nomenclature « eau et milieux aquatiques » - art. R. 214-1 du code de l'environnement) sont soumises à autorisation ou déclaration, permettant ainsi aux préfets de réguler les interventions en zones humides.

Au titre de ces dispositions, des prospections permettant de caractériser et délimiter précisément ces zones humides sont à effectuer conformément à la réglementation.

Les critères de définition et de délimitation des zones humides ont fait l'objet de différents textes réglementaires et décisions successifs (dont notamment : arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009, circulaire du 18 janvier 2010, décision du Conseil d'Etat du 22 février 2017, note technique du 26 juin 2017, décision du Conseil d'Etat du 17 juin 2020, ...).

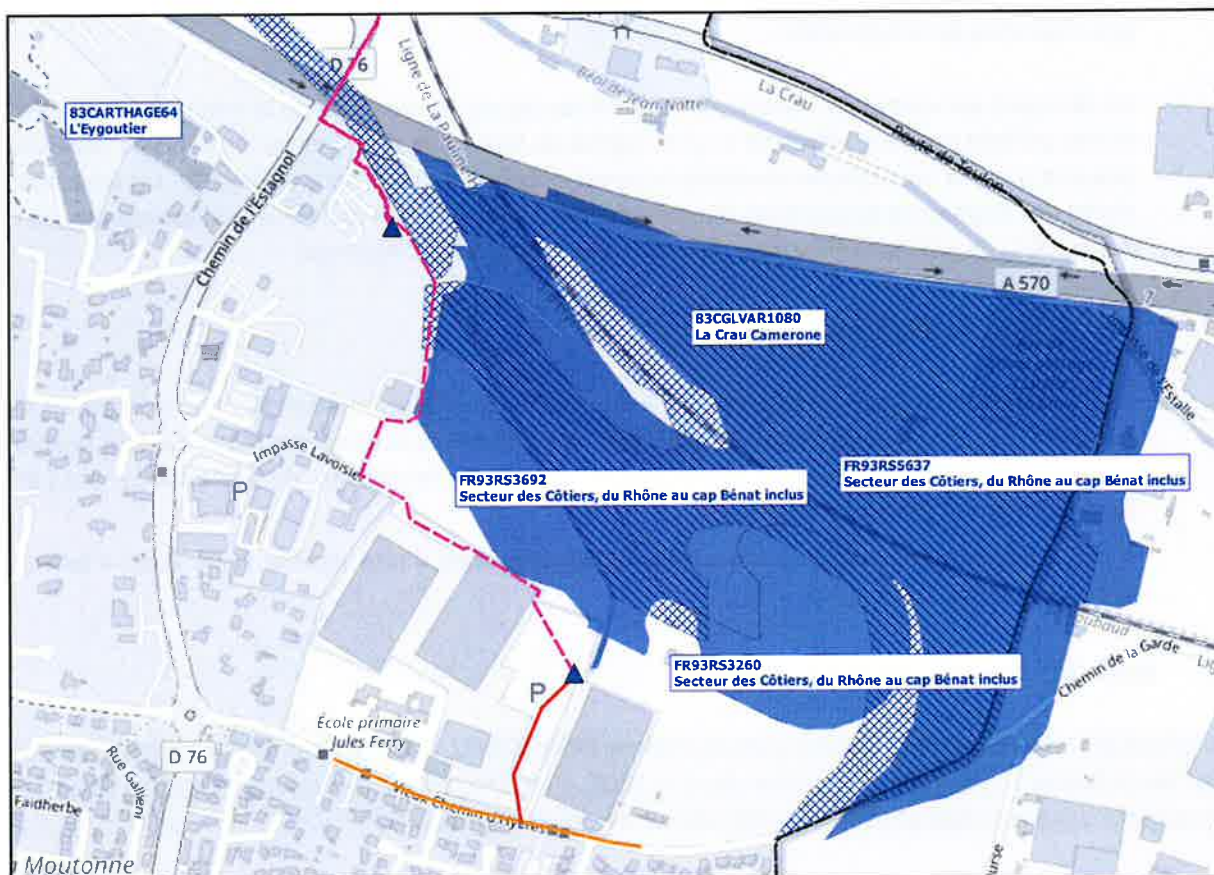
Désormais, suite à la promulgation de la loi du 26 juillet 2019, qui a précisé la rédaction de l'article L.211 1 du code de l'environnement, la définition réglementaire des zones humides est à nouveau fondée sur les **deux critères alternatifs** que constituent :

- ✓ d'une part, les sols habituellement inondés ou gorgés d'eau (**critère pédologique**) ;
- ✓ et d'autre part la végétation : habitats ou flore hygrophile (**critère floristique**).

Le projet se trouve en bordure de la zone humide 83CGLVAR1080 - La Crau Camerone

Entre la phase AVP et PRO, un projet d'aménagement de la zone humide au droit des parcelles 20, 128 et 129 a vu le jour. La Métropole TPM a donc demandé à son maître d'oeuvre que le tracé de la conduite de refoulement du PR de l'Estagnol soit modifié dans le cadre de la phase PRO. Suite à la visite sur site du 25/02/2020, il a été acté avec la Métropole TPM que la conduite longera le stade et passera par le côté Est de la parcelle 757.





**Figure 10 : Zones humides présentes aux abords du projet – secteur Estagnol**

Les travaux envisagés sont en bordure de zone humide recensée dans l'inventaire régional. L'aménagement de la zone humide a été pris en compte dans le projet et le tracé a été adapté en conséquence.

La traversée de la zone humide de l'Eygoutier (sous l'autoroute) se fait dans la structure de chaussée et n'impacte donc pas la zone humide à ce niveau.

### B.3.7. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est un outil d'aménagement à l'échelle régionale pour la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue. Le SRCE est un outil au service des continuités écologiques qui repose sur un cadre national : Décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012, sur la Trame verte et Bleue et les Orientations Nationales TVB (Décret n° 2014-45 du 20 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques).

La Trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire dont l'objectif est la réduction de la fragmentation et de la destruction des espaces naturels, ainsi que le maintien ou la restauration des capacités de libre évolution de la biodiversité.

Cette Trame verte et bleue est constituée d'un ensemble de continuités écologiques à maintenir ou à restaurer, elles-mêmes composées de réservoirs de biodiversité, de corridors écologiques. La composante bleue, se rapporte aux milieux aquatiques et humides, et la composante verte, se rapporte aux milieux terrestres. Les composantes de la trame verte et bleue sont définies par le Code de l'Environnement (article L. 371-1 II et R. 371-19 II).



### ✓ Les réservoirs de biodiversité :

Un réservoir est un espace dans lequel la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Un réservoir abrite des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou est susceptible de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

### ✓ Les corridors écologiques :

Les corridors écologiques désignent les voies de déplacement empruntées par la faune et la flore, qui relient les réservoirs de biodiversité. Ils permettent aux espèces d'assurer leur besoin de circulation et de dispersion (recherche de nouveaux territoires, de partenaires, etc.) et favorise la connectivité du paysage.

Il est à noter qu'un corridor favorable au déplacement d'une espèce peut aussi s'avérer défavorable pour une autre.

### ✓ Zones humides et plans d'eau

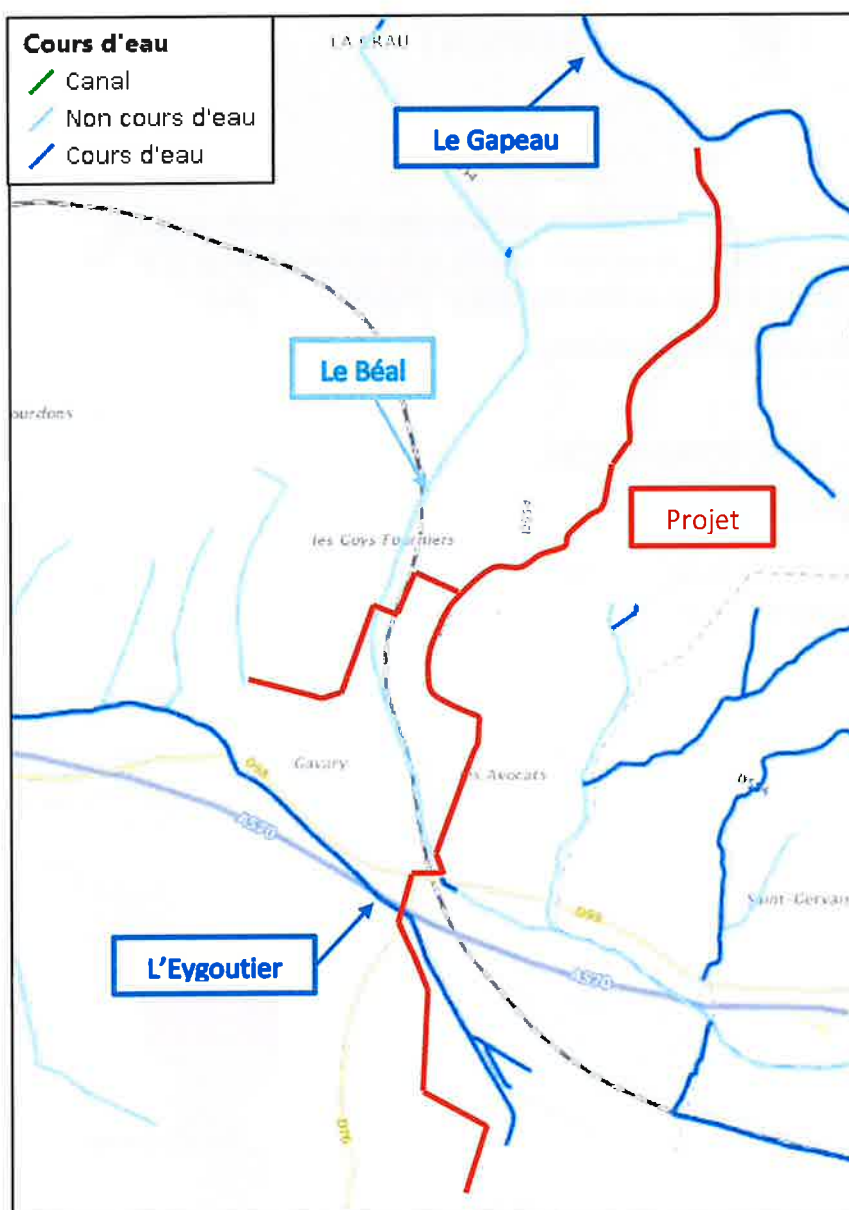
**Le projet est situé en bordure d'une zone humide « FR93RS3692 - Secteur des Côtiers, du Rhône au cap Bénat inclus », identifié à préserver dans le SRCE. L'aménagement de la zone humide a été pris en compte dans le projet et le tracé a été adapté en conséquence.**

## B.3.8. Contexte hydrologique général

Le réseau hydrographique de la commune de La Crau est composé de 3 cours d'eau principaux :

- ✓ L'Eygoutier qui prend sa source au quartier de La Moutonne sur la commune et se jette dans la mer Méditerranée sur la commune de Toulon.
- ✓ Le Gapeau qui traverse la commune d'ouest en est. Ce fleuve côtier prend sa source à Signes et trouve finalement son embouchure aux Salins-d'Hyères après avoir parcouru 47,5 km.
- ✓ Le Réal Martin longe la commune sur sa partie nord-est. Cette rivière prend sa source sur la commune de Pignans et parcourt 28 km avant de rejoindre le Gapeau sur la commune.

Les cours d'eau permanents présents autour du projet conformément à l'instruction ministérielle du 03 juin 2015 ainsi que les cours d'eau non permanents sont présentés sur la carte suivante.



**Figure 11 : Carte du réseau hydrographique aux abords du projet (source : DDTM 83)**

✓ Traversée de l'Eygoutier :

Au niveau du projet, la traversée de l'Eygoutier pour le refoulement des PR « Estagnol » et « Moutonne » se fait dans la structure de voirie (RD76). Le cours d'eau n'est donc pas impacté.

✓ Traversées du Béal :

- Au niveau de la voie ferrée (RD98), le Béal passe sous la route départementale via un tunnel. Le projet prévoit un passage en tranchée au-dessus de la couverture du tunnel. Le cours d'eau n'est donc pas impacté.
- Plus au nord, entre la rue Galilée et la traversée des Goys Fournier, le Béal est canalisé dans un ouvrage béton et celui-ci n'est pas considéré comme un cours d'eau permanent. La canalisation sera sciée pour permettre la pose de la conduite en sous œuvre. Après la pose, le canal sera remis dans l'état initial. **Les travaux sur cette partie se feront en période sèche, période où le canal est à sec.**

**Le projet n'impacte donc pas de cours d'eau conformément à l'instruction ministérielle du 03 juin 2015.**

## C. CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### C.1. PREAMBULE

Les obligations réglementaires préalables à l'exécution des travaux projetés résultent du Code de l'Environnement, art. L.214-1 et suivants relatifs à la composition et à la procédure de demande d'autorisation ou de déclaration au titre du Code de l'Environnement.

Le projet entre dans le champ d'application du Code de l'Environnement.

### C.2. DOSSIER D'AUTORISATION OU DE DECLARATION AU TITRE DE LA NOMENCLATURE IOTA

D'après l'article R214-1 du Code l'Environnement, modifié par Décret n°2021-147 du 11 février 2021 - art. 3, la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 figure au tableau annexé au présent article. Les rubriques susceptibles d'être concernées par le projet sont données dans le tableau suivant :

**Tableau 3 : Rubriques de la nomenclature « IOTA » susceptibles d'être concernées par le projet**

Rubrique		Intitulé	Régime pour les travaux
		<b>TITRE I – PRELEVEMENTS</b>	
<b>1.1.1.0</b>	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).		<b>Soumis à déclaration (D)</b> <i>Les travaux nécessitent des pompes en fond de fouille</i>
<b>1.1.2.0</b>	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> / an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> / an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> / an (D).		<b>Soumis à déclaration (D)</b> <i>Estimation du volume entre 60 000 et 105 000 m<sup>3</sup> suivant la nature de terrassement</i>
<b>1.2.1.0</b>	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> / heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> / heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).		<b>Non concerné</b>
<b>1.2.2.0</b>	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m <sup>3</sup> / h (A).		<b>Non concerné</b>
<b>1.3.1.0</b>	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> / h (A) ; 2° Dans les autres cas (D).		<b>Soumis à autorisation (A)</b> <i>Pompage en fond de fouille estimé entre 170 et 250 m<sup>3</sup>/h en ZRE</i>



TITRE II – REJETS		Porter à connaissance Nouvelle surveillance créée après nouveau bassin de rétention sans modification de charge de pollution collectée
<b>2.1.1.0.</b>	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) ; 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D).	
<b>2.1.3.0</b>	Épandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes : 1° Quantité épandue de matière sèche supérieure à 800 t/ an ou azote total supérieur à 40 t/ an (A) ; 2° Quantité épandue de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/ an ou azote total compris entre 0,15 t/ an et 40 t/ an (D).	
<b>2.1.4.0</b>	Épandage et stockage en vue d'épandage d'effluents ou de boues, la quantité épandue représentant un volume annuel supérieur à 50 000 m³/ an ou un flux supérieur à 1t/ an d'azote total ou 500 kg/ an de DBO5 (D).	
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	<b>Non concerné</b>
<b>2.2.1.0</b>	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m³/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	<b>Soumis à déclaration (D)</b> Le volume journalier de débit de mise hors d'eau est estimé entre 240 et 2 100 m³/j.
<b>2.2.2.0</b>	Rejets en mer, la capacité totale de rejet étant supérieure à 100 000 m³/ j (D).	<b>Non concerné</b>
<b>2.2.3.0</b>	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D).	<b>Non soumis</b> respect du niveau de référence R1
<b>2.3.1.0</b>	Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0, des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0, 2.1.2.0, des épandages visés aux rubriques 2.1.3.0 et 2.1.4.0, ainsi que des réinjections visées à la rubrique 5.1.1.0. (A).	
<b>2.3.2.0</b>	Recharge artificielle des eaux souterraines (A).	<b>Non concerné</b>

### TITRE III – IMPACTS SUR LE MILIEU AQUATIQUE OU SUR LA SECURITE PUBLIQUE

<b>3.1.1.0</b>	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).	<b>Non concerné</b>
<b>3.1.2.0</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	<b>Non concerné</b> <i>Le profil en long ou le profil en travers ne seront pas modifiés</i>
<b>3.1.3.0</b>	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).	<b>Non concerné</b>
<b>3.1.4.0</b>	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	
<b>3.1.5.0</b>	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	
<b>3.2.1.0</b>	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° Supérieur à 2 000 m <sup>3</sup> (A) ; 2° Inférieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) ; 3° Inférieur ou égal à 2 000 m <sup>3</sup> dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D).	
<b>3.2.2.0</b>	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> (A) ; 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> (D).	<b>Non soumis</b> <i>Surface soustraite inférieure à 400m<sup>2</sup> (PR Estagnol : 13 m<sup>2</sup>)</i>

<b>3.2.3.0</b>	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	<b>Non concerné</b> <i>Pas l'objet des travaux</i>
<b>3.2.5.0</b>	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112 (A). Les modalités de vidange de ces ouvrages sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	
<b>3.2.6.0</b>	Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions : -système d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 (A) ; -aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18 (A) ;	
<b>3.2.7.0</b>	Piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L. 431-6 (D).	
<b>3.3.1.0</b>	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	<b>Non concerné</b> <i>Le tracé du projet prend en compte les zones humides</i>
<b>3.3.2.0</b>	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : 1° Supérieure ou égale à 100 ha (A) ; 2° Supérieure à 20 ha mais inférieure à 100 ha (D).	
<b>3.3.3.0</b>	Canalisations de transports d'hydrocarbures liquides ou de produits chimiques liquides de longueur supérieure à 5 kilomètres ou dont le produit du diamètre extérieur par la longueur est supérieur à 2 000 mètres carrés (A).	<b>Non concerné</b> <i>Pas l'objet des travaux</i>
<b>3.3.4.0</b>	Travaux de recherche de stockages souterrains de déchets radioactifs : a) Travaux de recherche nécessitant un ou plusieurs forages de durée de vie supérieure à un an (A) ; b) Autres travaux de recherche (D).	
<b>3.3.5.0</b>	Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D). <i>Cette rubrique est exclusive de l'application des autres rubriques de la présente nomenclature. Ne sont pas soumis à cette rubrique les travaux n'atteignant pas les seuils des autres rubriques de la présente nomenclature.</i>	

TITRE IV – IMPACTS SUR LE MILIEU MARIN	
<b>4.4.1.0</b>	Travaux de création d'un port maritime ou d'un chenal d'accès existant : (A)
<b>4.1.2.0</b>	Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : 1° D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 euros : (A) 2° D'un montant supérieur ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros : (D)
<b>4.1.3.0</b>	Dragage et / ou rejet y afférent en milieu marin : 1° Dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence N2 pour l'un au moins des éléments qui y figurent : (A) 2° Dont la teneur des sédiments extraits est comprise entre les niveaux de référence N1 et N2 pour l'un des éléments qui y figurent : a) Et, sur la façade métropolitaine Atlantique-Manche-mer du Nord et lorsque le rejet est situé à 1 kilomètre ou plus d'une zone conchylicole ou de cultures marines : I.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> : (A) II.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> : (D) b) Et, sur les autres façades ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines : I.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> : (A) II.-Dont le volume maximal in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est inférieur à 5 000 m <sup>3</sup> : (D) 3° Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : a) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 500 000 m <sup>3</sup> : (A) b) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m <sup>3</sup> ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m <sup>3</sup> : (D)

**Non concerné**  
Pas d'incidences des travaux sur le milieu marin



TITRE V – RÉGIMES D'AUTORISATION VALANT AUTORISATION AU TITRE DES ARTICLES L. 214-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT		
<b>5.1.1.0</b>	Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil, la capacité totale de réinjection étant : 1° Supérieure ou égale à 80 m <sup>3</sup> / h : (A) 2° Supérieure à 8 m <sup>3</sup> / h, mais inférieure à 80 m <sup>3</sup> / h : (D)	Non concerné Pas l'objet des travaux
<b>5.1.2.0</b>	Travaux de recherche et d'exploitation de gîtes géothermiques : (A)	
<b>5.1.3.0</b>	Travaux de recherche, de création, d'essais, d'aménagement ou d'exploitation des stockages souterrains soumis aux dispositions du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 :	
	a) Travaux de création et d'aménagement de cavités visées au 4° de l'article 3 : (A)	
	b) Travaux de forage de puits visés au 5° de l'article 3 : (A)	
	c) Essais visés au 6° de l'article 3 : (A)	
	d) Mise en exploitation d'un stockage souterrain visée au 7° de l'article 3 : (A)	
	e) Travaux de forage de recherche de cavité ou de formations souterraines visées au 2° de l'article 4 : (D)	
	f) Travaux de forage de puits de contrôle visés au 3° de l'article 4 : (D)	
	g) Essais visés au 4° de l'article 4 : (D)	
<b>5.1.4.0</b>	Travaux d'exploitation de mines : a) Travaux d'exploitation de mines effectués dans le cadre de l'autorisation d'exploitation mentionnée à l'article 21 du code minier : (D) b) Autres travaux d'exploitation : (A)	
<b>5.1.5.0</b>	Travaux d'exploitation de stockages souterrains de déchets radioactifs : (A)	
<b>5.1.6.0</b>	Travaux de recherches des mines : a) Travaux de recherche visés au 2° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 : (A) b) Autres travaux de recherche visés au même décret : (D)	
<b>5.1.7.0</b>	Travaux de prospection, de recherche et d'exploitation de substances minérales ou fossiles non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public : (A)	
<b>5.2.2.0</b>	Concessions hydrauliques régies par le livre V du code de l'énergie : (A)	
<b>5.2.3.0</b>	Les travaux décidés par la commission d'aménagement foncier comprenant des travaux tels que l'arrachage des haies, l'arasement des talus, le comblement des fossés, la protection des sols, l'écoulement des eaux nuisibles, les retenues et la distribution des eaux utiles, la rectification, la régularisation et le curage des cours d'eau non domaniaux : (A)	

Le projet est soumis à Autorisation au titre du code de l'environnement au vu de la rubrique 1.3.1.0. En effet, une partie du projet peut entraîner du pompage en fond de fouille supérieur à 8m<sup>3</sup>/h en ZRE.

Le projet modifie le système d'assainissement par la réhabilitation des PR « Moutonne » et « Gavary » (pompes et équipements annexes), la création du PR « Estagnol » avec un trop plein compensé par la mise en place d'un bassin d'orage de 550 m<sup>3</sup> ainsi que la modification de la chaîne de transfert d'assainissement EU associée. Afin de permettre la mise en conformité du système d'assainissement, ces aménagements seront portés à la connaissance des services de l'état du Var.

Les travaux envisagés se trouvent en bordure de zone humide recensée dans l'inventaire régional et le SRCE. L'aménagement de la zone humide a été pris en compte dans le projet et le tracé a été adapté en conséquence.

### C.3. JUSTIFICATION DE LA RUBRIQUE PRELEVEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE IOTA

#### C.3.1. Rabattement de nappe

Source : Etude géotechnique de conception phase projet – G2PRO et rapport d'étude hydrogéologique (ERG Géotechnique – 2021), Cabinet Merlin (Septembre 2023)

L'étude géotechnique de projet réalisée par ERG Géotechnique en novembre 2021 a permis de mettre en évidence un niveau des eaux souterraines susceptible d'entrer en interaction avec le projet qui concerne la pose d'un réseau et la création de poste de relevage.

Afin d'estimer les volumes d'eau susceptibles d'être pompés lors des ouvertures de fouilles, les hypothèses suivantes ont été prises :

- ✓ Longueur à l'avancement de la pose des canalisations (ouverture de fouille) : 10 ml ;
- ✓ Durée de pompage :
  - 24h/24 pour les ouvrages (durée à confirmer);
  - 8,5h/24 pour les canalisations.
- ✓ Le linéaire de canalisations concerné par le rabattement de nappe :
  - Secteur Estagnol : 200 ml environ ;
  - Secteur Nord : 300 ml environ.

Sur la base des hypothèses retenues, les résultats des estimations des débits de mise hors d'eau sont les suivants :

**Tableau 4 : Estimation des débits de mise hors d'eau**

		Débits de pompage estimés (Terrassement)	Durée de travaux estimée	Estimation du rabattement nécessaire	Volume journalier estimé
Secteur Nord	Canalisation	17 à 25 m <sup>3</sup> /h/ml (Fouille ouverte blindée)	3 semaines	30 300 à 44 600 m <sup>3</sup>	1 400 à 2 100 m <sup>3</sup>
Secteur Estagnol	Canalisation	5 à 12 m <sup>3</sup> /h/ml (Fouille ouverte blindée)	1 mois	12 800 à 30 600 m <sup>3</sup>	425 à 1 020 m <sup>3</sup>
	PR Estagnol	25 à 45 m <sup>3</sup> /h (Fouille ouverte blindée)	3 semaines	4 500 à 8 000 m <sup>3</sup>	600 à 1 080 m <sup>3</sup>
	Bassin de rétention Estagnol	10 à 15 m <sup>3</sup> /h (enceinte fermée)	2 mois	14 400 à 21 600 m <sup>3</sup>	240 à 360 m <sup>3</sup>

L'estimation totale de prélèvement sur la période des travaux est de l'ordre de : **60 000 m<sup>3</sup> à 105 000 m<sup>3</sup>** ;

Suivant le déroulement des travaux, le volume journalier de débit de mise hors d'eau est estimé entre **240 et 2 100 m<sup>3</sup>/j**.

A ce stade de l'étude (AVP), les rejets sont prévus en un point sur chacun des deux secteurs :

- ✓ Secteur Nord : au niveau du cours d'eau du « Gapeau » ;
- ✓ Secteur Estagnol : cours d'eau non pérenne se rejetant immédiatement en aval dans le cours d'eau de l'« Eygoutier ».

La carte ci-dessous présente les secteurs concernés par le rabattement de nappe ainsi que les points de rejet présumés.

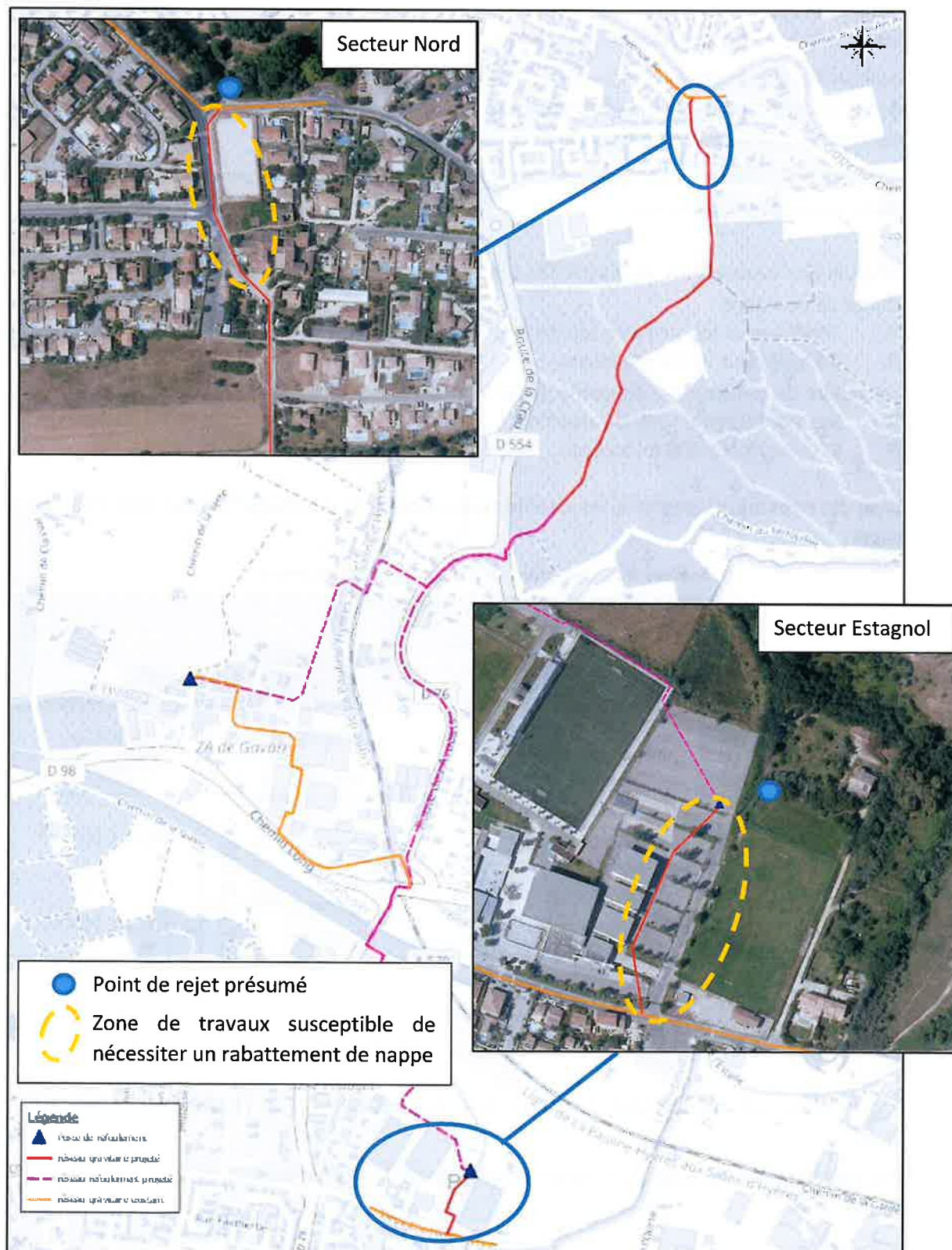


Figure 12 : Secteurs concernés par le rabattement de nappe



Concernant le bassin de rétention, les travaux seront réalisés à l'abri d'une enceinte fermée ancrée de manière à réduire les débits ainsi que les sujétions d'exécution.

D'autre part, il est prévu la mise en œuvre d'une mission de suivi d'exécution de type G4 géotechnique et hydrogéologique afin de pouvoir préciser les conclusions de l'étude géotechnique G2 et d'optimiser le projet en cours de travaux.

Dans la même optique, une mission de type G3 à la charge de l'entreprise sera exécutée et une attention toute particulière sera portée aux indicateurs de la présence ou non d'eau souterraine à des profondeurs impactant le projet. »

**Afin de limiter les débits de pompage en phase provisoire, il est également conseillé de réaliser les travaux en période de basses eaux annuelles (juillet à octobre pour des années normales).**

**De par le volume de prélèvement estimé compris entre 60 000 m<sup>3</sup> et 105 000 m<sup>3</sup>, le projet est soumis à la procédure de déclaration au titre du code de l'environnement.**

### C.3.2. Zone de Répartition des Eaux

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R211-71 du code de l'environnement, comme des "zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins".

Ainsi, le projet est concerné par 2 Zones de Répartition des Eaux :

-  ZRED 10 : Bassin du Gapeau (Arrêté du 31/05/2010) ;
-  ZRED 16 : Alluvions du Gapeau (Arrêté du 31/05/2010).

Comme évoqué au paragraphe C.3.1, des prélèvements dus au rabattement de nappe en fond de fouille sont susceptibles d'être réalisés sur la partie nord du projet se trouvant dans les zones de répartition des eaux du Gapeau (ZRED 16 : Alluvions du Gapeau).

Le linéaire concerné est de 300 mètres environ avec un débit estimé compris entre 17 et 25 m<sup>3</sup>/h/ml. En considérant la longueur à l'avancement de la pose des canalisations (ouverture de fouille) de 10 mètres, le débit estimé de rabattement est ainsi compris entre 170 et 250 m<sup>3</sup>/h.

Cependant, les eaux prélevées dans la ZRE « Alluvions du Gapeau » seront rejetées au niveau du même cours d'eau (Le Gapeau) ainsi, le projet aurait une incidence globale négligeable sur la ressource.

**Le projet est concerné par la ZRE. Les estimations prévoient un volume de prélèvement situé au-dessus du seuil d'autorisation de 8m<sup>3</sup>/h. Le projet est donc soumis à Autorisation au titre du code de l'environnement.**



L'emprise du projet au sein des ZRE est présenté sur la carte suivante.

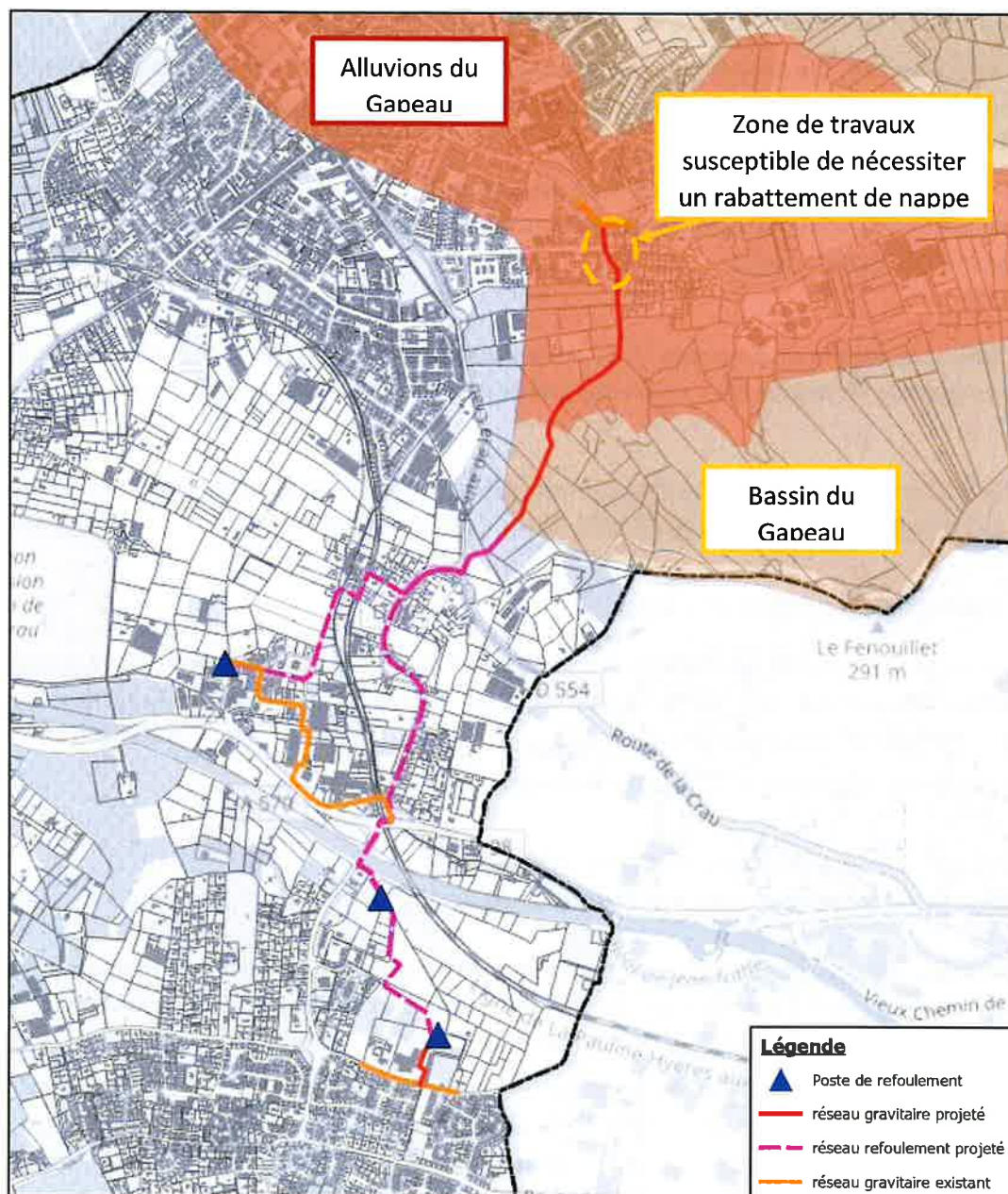


Figure 13 : ZRE concernées par le projet

### C.3.3. Qualité du niveau de rejet des eaux pompées

Les prélèvements effectués dans le cadre des travaux correspondent à un rabattement de la nappe au niveau des fouilles. Ainsi, dans les eaux rejetées, seul le paramètre MES est susceptible de dépasser le niveau de référence R1, les autres paramètres étant caractéristiques de la nappe pompée.

Un dispositif adapté sera mis en place avant le rejet des eaux de pompage afin de limiter la présence de MES dans les eaux rejetées et ainsi respecter le niveau de référence R1 (bac de décantation, bottes de paille, graviers...).

### C.3.4. Périmètre de protection de captage

L'emprise du projet ne se trouve pas dans un périmètre de protection de captage.

## C.4. DOSSIER AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT




*Le projet n'est pas concerné par la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) que ce soit en produits ou en activités.*

## C.5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### C.5.1. Préambule

---

L'évaluation environnementale est un processus constitué de :

-  L'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (étude d'impact pour les projets, rapport sur les incidences environnementales pour les plans et programmes) par le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme.
-  La réalisation des consultations prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet, plan, programme et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public.
-  L'examen par l'autorité autorisant le projet ou approuvant le plan ou programme des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations.

L'environnement doit y être appréhendé dans sa globalité : population et santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air et climat, biens matériels, patrimoine culturel et paysage, ainsi que les interactions entre ces éléments.

### C.5.2. Évaluation environnementale ou examen au cas par cas

---

L'article R.122-2 du Code de l'Environnement, modifié par le décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes, pris pour application de l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016, fixe en annexe la liste des projets assujettis à évaluation environnementale, dénommée ci-après "étude d'impact", et précise, pour chaque catégorie d'aménagement, la soumission à étude d'impact de façon systématique ou au cas par cas.

Les travaux, constructions et opérations d'aménagement soumis à évaluation environnementale ou à examen au cas par cas sont précisés dans le tableau ci-après.

**Tableau 5 : Travaux, constructions et opérations soumis à évaluation environnementale**

CATEGORIES DE PROJETS	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
Installations nucléaires de base (INB)	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
Installations nucléaires de base secrètes (INBS)	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
Stockage de déchets radioactifs	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
Infrastructures de transport	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
Milieux aquatiques, littoraux et maritimes	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
9. Infrastructures portuaires, maritimes et fluviales.	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
10. Canalisation et régularisation des cours d'eau.		
11. Travaux, ouvrages et aménagements en zone côtière.		
12. Récupération de territoires sur la mer.		
13. Travaux de rechargement de plage.		
14. Travaux, ouvrages et aménagements dans les espaces remarquables du littoral et mentionnés au 2 et au 4 du R. 121-5 du code de l'urbanisme.		
15. Récifs artificiels.		
16. Projets d'hydraulique agricole, y compris projets d'irrigation et de drainage de terres.	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
17. Dispositifs de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines (telles que définies à l'art 2.2 de la directive 2000/60/CE).	Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines lorsque le volume annuel d'eaux à capter ou à recharger est supérieur ou égal 10 millions de mètres cubes. <b>Non concerné</b>	<p>a) Dispositifs de recharge artificielle des eaux souterraines (non mentionnés dans la colonne précédente). <b>Non concerné</b></p> <p>b) Dispositifs de captage des eaux souterraines, lorsque le volume annuel prélevé est inférieur à 10 millions de mètres cubes et supérieur ou égal à 200 000 mètres cubes, excepté en zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils. <b>Non Concerné</b></p> <p>c) Dispositifs de captage des eaux souterraines en nappe d'accompagnement : -d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau ; -lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, le seuil à utiliser est une capacité de prélèvement supérieure à 80 m<sup>3</sup>/ heure. <b>Non Concerné</b></p> <p>d) Dispositifs de captage des eaux souterraines en zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées ont prévu l'abaissement des seuils, lorsque la capacité totale est supérieure ou égale à 8 m<sup>3</sup>/ heure. <b>Concerné :</b> <i>Des prélèvements dus au rabattement de nappe en fond de fouille sont prévus en ZRE</i></p>
18. Dispositifs de prélèvement des eaux de mer.	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	
19. Rejet en mer.		
20. Travaux, ouvrages et aménagements réalisés en vue de l'exploitation d'eau destinée à la consommation humaine dans une forêt de protection.		
21. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker.	<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>	



CATEGORIES DE PROJETS	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
22. Installation d'aqueducs sur de longues distances.		
23. Ouvrages servant au transvasement des ressources hydrauliques entre bassins fluviaux au sens de la directive 2000/60/ CE.		
24. Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires.	Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité supérieure ou égale à 150 000 équivalents habitants. <b>Non concerné</b>	a) Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants. <b>Non Concerné :</b> <i>Les travaux n'entraînent pas de modification substantielle du système d'assainissement, aucune nouvelle charge de pollution n'est collectée.</i>  b) Système d'assainissement situé dans la bande littorale de 100 m prévue au III de l'article L.146-4 du code de l'urbanisme, dans la bande littorale prévue à l'article L.156-2 de ce code, ou un espace remarquable du littoral prévu par l'article L.146-6 du même code. <b>Non Concerné</b>
25. Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial.	<b>Non concerné :</b> <i>Pas l'objet des travaux</i>	
26. Stockage et épandages de boues et d'effluents.		
Forages et mines		
<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>		
Energie		
<b>Non concerné : Pas l'objet des travaux</b>		
Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains		
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	<b>Non concerné</b> <i>Pas l'objet des travaux</i>	
40. Villages de vacances et aménagements associés.		
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.		
42. Terrains de camping et caravanage.		
43. Pistes de ski, remontées mécaniques et aménagements associés.		
44. Equipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés.		
45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes.		
46. Projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive.		
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols.	a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares. <b>Non concerné</b>	a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. <b>Non concerné</b>
48. Crématoriums		

Le projet est soumis à examen au cas par cas au titre de la rubrique 17 de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement.



## C.6. ENQUETE PUBLIQUE AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

D'après l'article L123-2 du Code de l'Environnement modifié par Ordonnance n°2020-7 du 6 janvier 2020-art.4 :

*« I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :*

*1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 à l'exception :*

- des projets de zone d'aménagement concerté ;*
- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;*
- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 ;*
- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;*

*2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou L. 104-1 à L. 104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;*

*3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;*

*4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.*

*II. - Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.*

*III. - Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.*

*IV. - La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.*

*V. - L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence. »*

**Le projet est soumis à autorisation (cf. C.2). Il est donc soumis à enquête publique.**

## C.7. DOSSIER DE DEMANDE DE DEROGATION POUR LA DESTRUCTION D'ESPECES PROTEGEES - CONSEIL NATIONAL DE PROTECTION DE LA NATURE (CNPN)

La préservation du patrimoine biologique est un impératif majeur des politiques environnementales de sauvegarde de la biodiversité. Elle se fixe en particulier pour objectif de restaurer et de maintenir l'état de conservation des espèces les plus menacées. En déclinaison des dispositions internationales et communautaires, le Code de l'environnement prévoit un système de protection stricte de certaines espèces de faune et de flore sauvages. L'application de cette réglementation demande une grande vigilance dans la mesure où elle vise à ce qu'aucun projet ou activité ne vienne perturber l'état de conservation des espèces concernées.

Les articles L.411-1 et 2 du Code de l'environnement (CE) assurent la protection stricte de la faune et de la flore. Ils s'imposent à tout responsable de projet, activité à buts scientifiques ou aménagement.

Chaque arrêté fixant les listes des espèces protégées et les modalités de leur protection précise en effet, pour chaque espèce ou groupe d'espèces, **les activités effectivement interdites**.

L'article L. 411-2 du Code de l'Environnement prévoit que l'on puisse déroger aux dispositions prises pour la protection des espèces de la faune et de la flore sauvages « *à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle* :

*a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;*

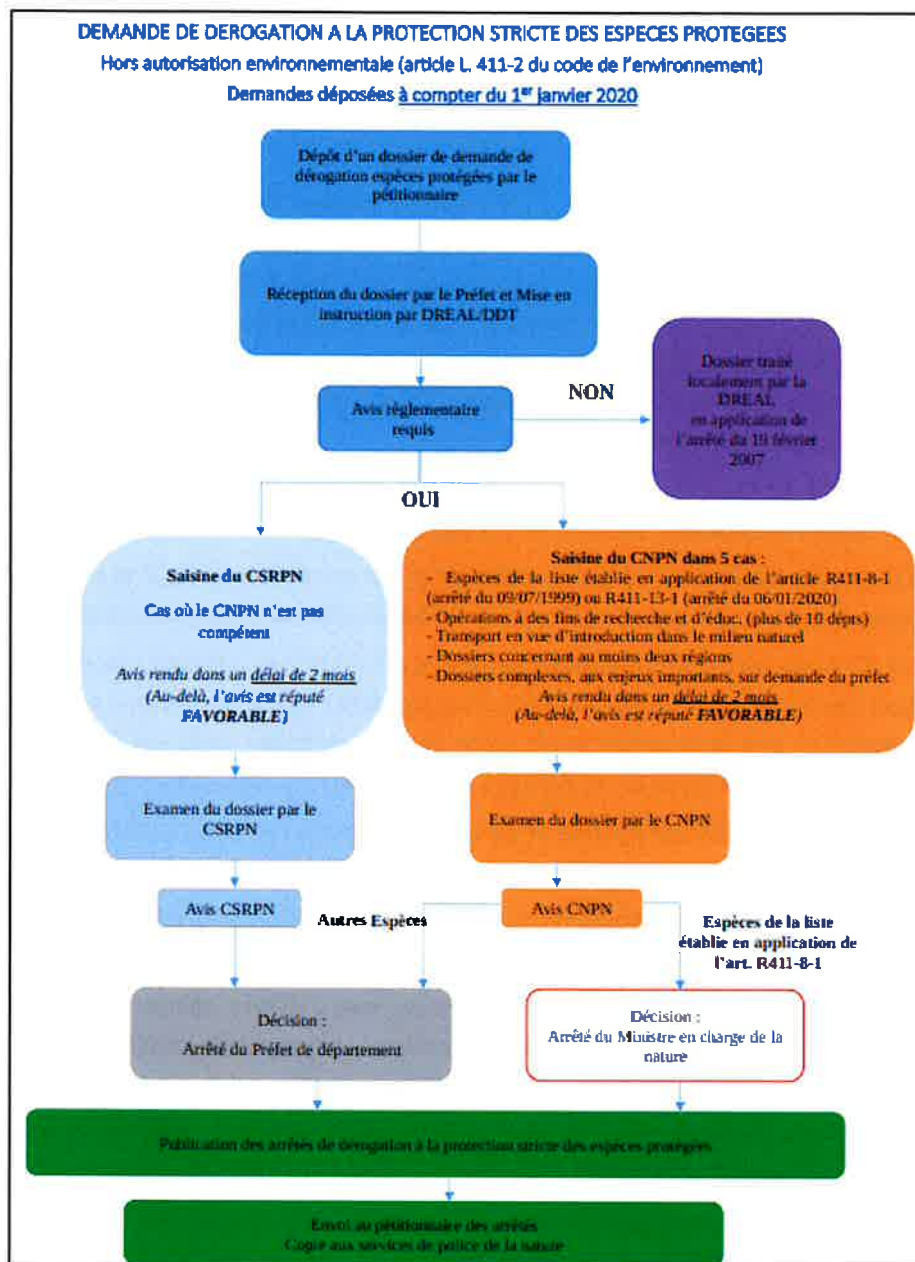
*b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;*

*c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;*

*d) À des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;*

*e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens. »*

Cas d'une demande de dérogation ne relevant pas d'une autorisation environnementale :



**Figure 14 : Logigramme de la procédure de demande de dérogation à la protection stricte des espèces protégées**

*Le projet n'est pas concerné par une demande de dérogation au vu de la nature et de l'emplacement de ce dernier.*

## C.8. DOSSIER D'AUTORISATION DE TRAVAUX EN SITE CLASSE

*Le projet n'est pas concerné par un dossier d'autorisation de travaux en site classé.*

## C.9. DOSSIER D'AUTORISATION DE TRAVAUX EN PARCS NATIONAUX

*Le projet n'est pas concerné par un dossier d'autorisation de travaux en parcs nationaux.*

## C.10. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

La circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000 vise à **préparer la constitution** des listes locales devant être arrêtées par les préfets en application du 2° du III de l'article L. 414-4 et à **préciser les nouvelles modalités d'intégration de l'évaluation des incidences Natura 2000 dans les régimes d'autorisation, d'approbation et de déclaration préexistants**.

Le logigramme ci-après est extrait de cette circulaire.

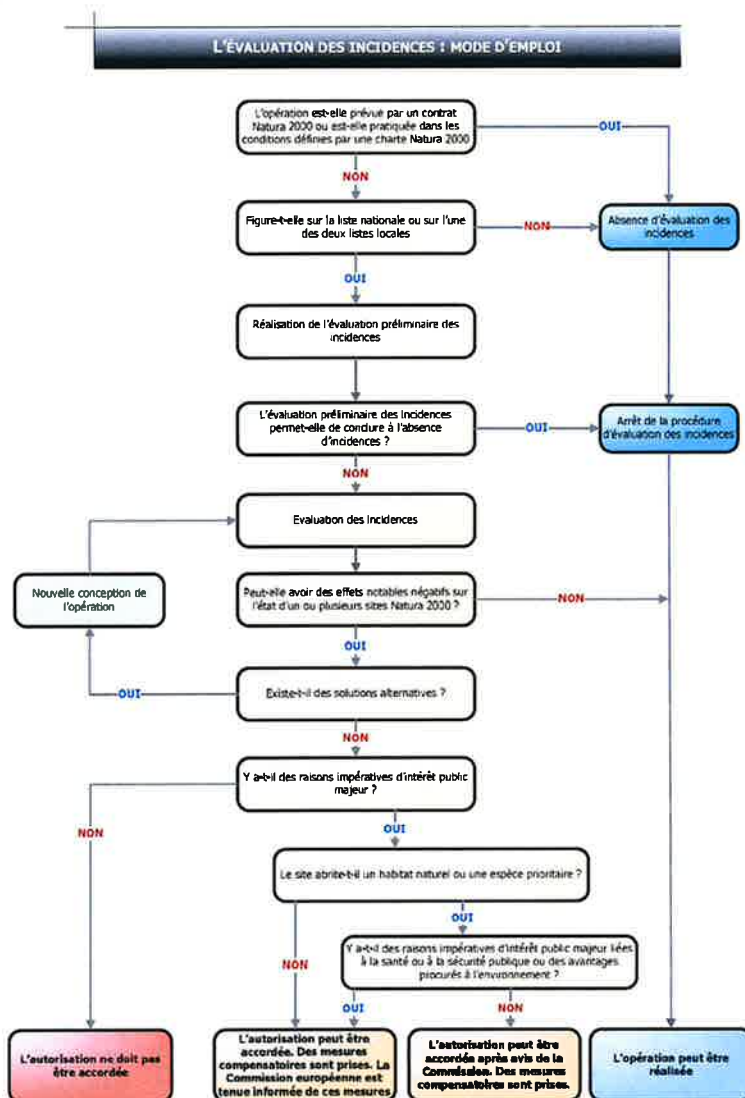


Figure 15 : Logigramme pour l'évaluation des incidences Natura 2000

La zone Natura 2000 la plus proche est la suivante : FR9301622 - La plaine et le massif des Maures située à 1,3 km du projet. Le projet n'a ainsi aucune incidence sur la zone Natura 2000.



## D. CODE DE L'URBANISME

### D.1. COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le PLU de la commune de La Crau a été approuvé le 30/09/2021 dans sa dernière modification (n°1) et est actuellement en cours de révision.

Le projet de travaux de canalisations est situé en zone UD, UZ, UZa, UBb, 1AUe, 2AUm, A, Ap et NI de la commune de La Crau.

Les projets de réhabilitation des PR « Gavary » et « La Moutonne » sont situés respectivement en zone Uz et UZa

Le projet de création du PR « Estagnol » et du bassin d'orage associés sont situés sur le parking du complexe sportif de l'Estagnol situé en zone NI.

Le projet se situe également à proximité de :

- ✓ Emplacements réservés : n°11, n°18, n° E7, N°4, n°40 et n°45 ;
- ✓ Servitude de mixité sociale : n°MS-06 ;
- ✓ Plusieurs servitudes d'utilité publique.

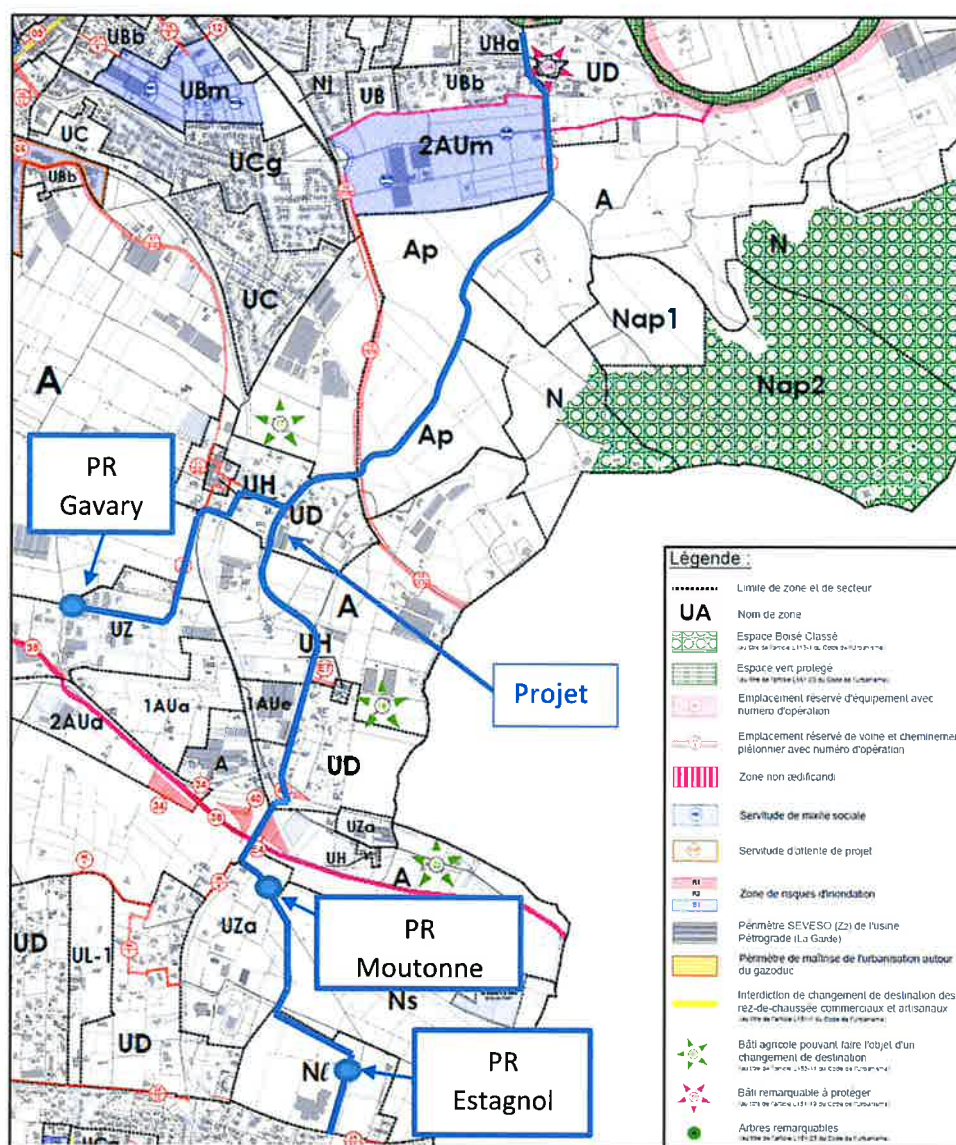


Figure 16 : Extrait du PLU de la commune de La Crau

### D.1.1. Zones du PLU

Les caractéristiques et dispositions applicables aux zones **UD, UZ, UZa, UBb, 1AUe, 2AUm, A, Ap et NI** sont présentées ci-après :

#### D.1.1.1. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone **UBb** :

##### Caractère de la zone

La zone **UB** correspond aux secteurs de première couronne autour du village où est favorisée une dynamique de renouvellement urbain. Cette zone privilégie une mixité des fonctions urbaines et de l'habitat.

La zone **UB** comprend un secteur **UBb** relatif à des espaces où les hauteurs sont limitées.

##### Occupation et utilisation du sol interdites

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les constructions destinées à l'industrie, à l'exploitation agricole et forestière ;
- les constructions destinées à la fonction d'entrepôt ;
- les dépôts de toute nature (ferraille, véhicules accidentés ou usagés, etc...) notamment ceux susceptibles d'apporter des nuisances aux eaux souterraines ;
- les installations classées au titre de la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à déclaration, autres que celles visées à l'article UB2 ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que toute exploitation du sous-sol ;
- les occupations et utilisations du sol mentionnées aux articles R111-37 (Habitations légères de loisirs), R111-41 (Résidences Mobiles de loisirs), R111-47 (Caravanes) et R111-32 (Camping) du Code de l'Urbanisme.

#### D.1.1.2. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone **2AUm** :

##### Caractère de la zone

La zone **2AU** correspond aux secteurs insuffisamment desservis ou non desservis par les équipements publics et constituant une réserve d'unités foncières sur lesquelles peut être envisagé un développement ultérieur organisé à dominante d'habitat ou d'autres activités.

L'ouverture à l'urbanisation de ces zones ou secteurs est conditionnée par une modification du PLU.

La zone **2AU** comprend un secteur **2AUm** relatif à un développement ultérieur à dominante mixte.

##### Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition de ne pas compromettre l'aménagement ultérieur de la zone.

### D.1.1.3. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone A (et secteur Ap) :

#### Caractère de la zone

La zone **A** comprend les terrains qui font l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur et du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Elle est destinée à l'activité agricole et aux constructions liées et nécessaires aux besoins de l'exploitation agricole.

La zone **A** est composée d'un secteur **Ap**, agricole préservé strictement inconstructible, correspondant à la zone agricole du secteur sud du Fenouillet présentant une sensibilité paysagère.

#### Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

A condition qu'ils soient directement nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif :

- les installations, les constructions ou ouvrages techniques, y compris ceux relevant de la réglementation sur les installations classées, sous réserve de démontrer la nécessité technique de leur implantation en zone agricole et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère de la zone ;
- les extensions de constructions.

### D.1.1.4. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone UD :

#### Caractère de la zone

La zone **UD** correspond à une zone majoritairement résidentielle dont la situation au regard de contraintes paysagères et/ou environnementales justifie le maintien d'un tissu urbain aéré.

#### Occupation et utilisation du sol interdites

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les constructions destinées à l'industrie ;
- les constructions à usage de commerces et d'artisanat ;
- les constructions à usage de bureaux ;
- - les constructions destinées à l'exploitation agricole et forestière ;
- - les constructions destinées à la fonction d'entrepôt ;
- - les dépôts de toute nature (ferraille, véhicules accidentés ou usagés, etc...) notamment ceux susceptibles d'apporter des nuisances aux eaux souterraines ;
- - les installations classées au titre de la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à déclaration ;
- - l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que toute exploitation du sous-sol ;
- - les occupations et utilisations du sol mentionnées aux articles R111-37 (Habitations légères de loisirs), R111-41 (Résidences Mobiles de loisirs), R111-47 (Caravanes) et R111-32 (Camping) du Code de l'Urbanisme.

#### Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

Prise en compte des dispositions particulières au titre de la protection contre les risques et les nuisances.

Dans les secteurs concernés par divers risques ou nuisances (risques naturels, bruit,...) délimités aux documents graphiques ou en annexes du PLU, toutes les occupations et utilisations du sol non

interdites à l'article 1 doivent respecter les dispositions du chapitre 6 du présent règlement. En tout état de cause, ce sont les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent sur ledit terrain.

#### D.1.1.5. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone 1AUe:

##### Caractère de la zone

La zone **1AUe** correspond à la zone à urbaniser dite des Avocats, destinée à accueillir des activités économiques tertiaires et commerciales, et comprend une Orientation d'Aménagement.

Occupation et utilisation du sol interdites

Les constructions destinées à l'exploitation agricole et forestière ;

- les constructions destinées à l'industrie ;
- les constructions destinées à l'artisanat ;
- les constructions destinées à la fonction d'entrepôt ;
- les constructions à usage d'habitation autres que celles mentionnées à l'article 1AUe2.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que toute exploitation du sous-sol ;
- les occupations et utilisations du sol mentionnées aux articles R111-37 (Habitations légères de loisirs), R111-41 (Résidences Mobiles de loisirs), R111-47 (Caravanes) et R111-32 (Camping) du Code de l'Urbanisme.

##### Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

Les occupations et utilisations du sol non interdites à l'article 1AUe1 à condition qu'elles respectent les principes d'aménagement définis dans l'orientation d'aménagement relative à ce secteur.

#### D.1.1.6. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone UZ et UZa:

##### Caractère de la zone

La zone **UZ** correspond à des terrains spécialement aménagés en vue de recevoir des constructions ou installations à usage d'activités économiques.

La zone **UZ** comprend un secteur **UZa** correspondant à une dominante artisanale.

##### Occupation et utilisation du sol interdites

En zone UZ et secteurs UZf et UZa :

- - les constructions destinées à l'exploitation agricole et forestière ;
- - les constructions destinées à l'industrie ;
- - les constructions à usage d'habitation autres que mentionnées à l'article UZ2 ;
- - l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ainsi que toute exploitation du sous-sol ;
- - les occupations et utilisations du sol mentionnées aux articles R111-37 (Habitations légères de loisirs), R111-41 (Résidences Mobiles de loisirs), R111-47 (Caravanes) et R111-32 (Camping) du Code de l'Urbanisme, autres que celles visées à l'article UZ2.



### D.1.2. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone NI:

#### Caractère de la zone

La zone **N** recouvre des espaces à dominante d'espace naturel.

La zone **N** comprend un secteur **NI** relatif à des zones de loisirs et de campings existants.

#### Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

Les ouvrages techniques, aires de stationnement ouvertes au public et les bâtiments et installations nécessaires aux services publics et au fonctionnement de la zone même s'ils ne répondent pas à la vocation de la zone, les abris et les installations nécessaires à l'exploitation forestière.

### D.1.2.1. Caractéristiques et dispositions applicables à la zone Ns:

#### Caractère de la zone

La zone **N** recouvre des espaces à dominante d'espace naturel.

La zone **N** comprend un secteur **Ns** de protection stricte relatif à la zone humide de l'Estagnol.

#### Occupation et utilisation du sol soumises à des conditions particulières

Dans le PLU aucune mention ne fait référence à l'occupation et utilisation du sol admise à des conditions particulières en secteur **Ns**. Une concertation avec le service urbanisme de la commune serait à prévoir.

**Sous réserve que le projet respecte les prescriptions relatives aux zones et secteurs concernés, le projet est compatible avec le PLU de la commune de La Crau. Une concertation avec le service urbanisme de la commune serait à prévoir.**

### D.1.3. Emplacements réservés

Les emplacements réservés sont repérés aux documents graphiques sous une trame spécifique, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires. Pour garantir la disponibilité de l'emplacement réservé, les propriétés concernées sont rendues inconstructibles pour tout autre objet que celui fixé par cette réserve.

**Tableau 6 : Tableau des emplacements réservés concernés par le projet**

n° ER	Destination	Bénéficiaire	Caractéristiques	Situation vis-à-vis du projet
45	Elargissement de voirie Chemin de Notre Dame	Commune	8 m	Intercepte
18	Elargissement RD 554 et aménagement carrefours	Département	15m/18m	Intercepte
E7	Aménagement d'une aire de stationnement sur le hameau des Avocats	Commune	637 m <sup>2</sup>	Proche
40	Elargissement du pont de Gavary	Département	3614 m <sup>2</sup>	Proche
E4	Création d'un parking et d'une billetterie SNCF	Commune	3 660 m <sup>2</sup>	Proche
11	Elargissement Chemin des Goys Fourniers	Commune	6 - 8 m	Intercepte

**La présence de plusieurs emplacements réservés à proximité du projet est à noter. Il semblerait que la mise en place d'une canalisation de refoulement des eaux usées puisse être envisagée à condition qu'elle ne porte pas atteinte au projet ayant justifié la création de l'emplacement réservé'.**

### D.1.4. Servitudes de mixité sociale

En zone 2AUm, le projet est concerné par la zone de mixité sociale MS-06.

Cette zone est située quartier Les Longues. Le programme de logement consiste à réaliser une opération d'habitat dont la part réservée au logement locatif conventionné est fixée à 30 % du nombre de logements.

### D.1.5. Servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publiques présentes sur la commune de La Crau sont visibles sur la cartographie ci-après.

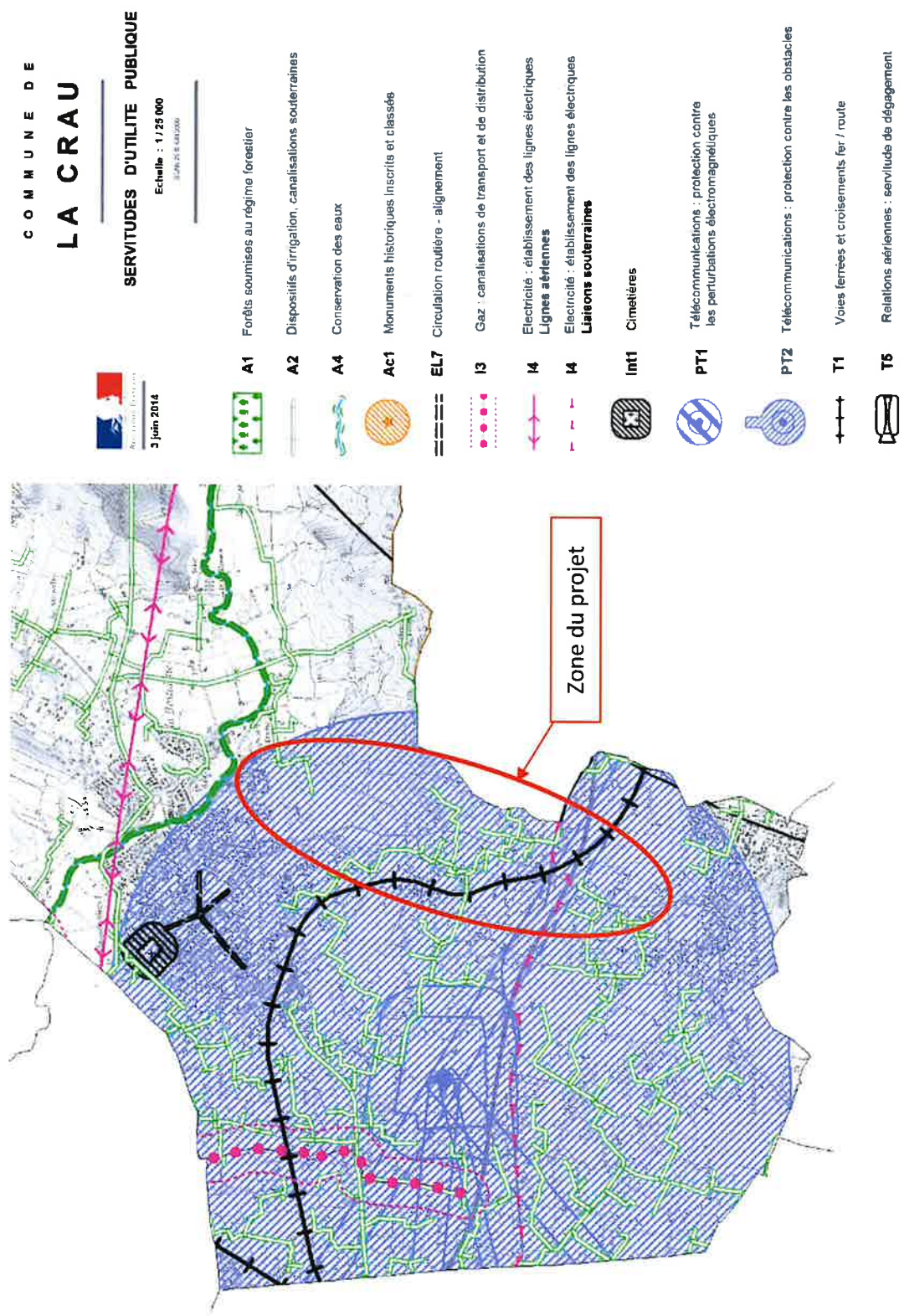


Figure 17 : Servitude d'utilité publique sur la commune de La Crau

La zone du projet est concernée par plusieurs servitudes d'utilité publique à savoir :

- Télécommunications : protection contre les obstacles ;
- Voies ferrées et croisements fer/route ;
- Dispositifs d'irrigation, canalisations souterraines ;
- Electricité : établissement des lignes électriques – Liaisons souterraines.

Les descriptions des servitudes d'utilité publique ainsi que les coordonnées des acteurs concernés sont donnés ci-dessous.



#### Télécommunications :

**PT2a** Télécommunications : protection contre les obstacles : Articles L. 54 à L. 56-1 et R. 21 à R. 26-1 du code des postes et des communications électroniques (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - E - 1°)

☒ *Etablissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon - Division gestion du patrimoine - Bureau administration domaniale - BCRM de Toulon - ESID Toulon - BP N° 71 - 83800 Toulon Cedex 9*

☞ Faisceau hertzien du Fort du Coudon à la B.A.N. d'Hyères Le Palyvestre (830.144.02)  
décret du 16/07/1986

☞ Station radio de la Pauline - La Crau (830.047.01)  
décret du 09/06/1961

☞ Faisceau hertzien de Saint Mandrier - Fort de Cepet à station radio de la Crau (830.153.03)  
Décret du 19/05/2005

☞ Faisceau hertzien de la station de radio de la Pauline - La Crau à Fort de Six-Fours (830.047.02)  
décret du 09/06/1961

☞ Faisceau hertzien du Fort Croix Faron - Station radioélectrique de La Pauline (830.137.04)  
décret du 29/10/1998



#### Voies ferrées :

**T1** Voies ferrées et croisements fer / route : Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer - articles L. 123-6 R. 123-3, L. 114-1 à L. 114-6, R 131-1 et suivants et R 141-1 du code de la voirie routière (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - D - a)

☒ *SNCF - Délégation Territoriale de l'Immobilier Méditerranée - Pôle optimisation du parc immobilier - 4 Rue Léon Gozlan - CS 70014 - 13331 Marseille cedex 03*

*RFF - Direction Régionale PACA - Service aménagement et patrimoine - Les Docks Atrium - 10 Place de la Joliette - BP 85 404 - 13557 Marseille Cedex 02*

☞ Ligne S.N.C.F. MARSEILLE - VINTIMILLE

☞ Ligne S.N.C.F. LA PAULINE - LES SALINS d'HYERES





## Dispositifs d'irrigations :

- A2** Dispositifs d'irrigation, canalisations souterraines : Articles L.152-3 à L.152-6 du code rural et de la pêche maritime (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - C - b - 2°)
- ☒ *Société du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale - Le Tholonet - CS 70064 13182 Aix en Provence cedex 5*
- Direction Départementale des Territoires et de la Mer - 244 avenue de l'Infanterie de Marine - B.P. 501 - 83041 Toulon cedex 9*
- ☞ **Canalisations souterraines d'irrigation de la Société du Canal de Provence**  
décret du 15/05/1963
- ☞ **Adduction principale Gapeau - Le Trapan**  
décret du 15/05/1963
- ☞ **Adduction principale Les Laures - Gapeau**  
décret du 15/05/1963



## Electricité :

- I4a** Electricité : établissement des lignes électriques : Code de l'énergie (articles L. 323-1 et suivants), code de l'environnement (articles L. 554-1 à L. 554-5 et R 554-1 à R 554-38), loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (articles 8 et 47), loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée, décret n° 70-492 du 1er juin 1970 modifié (annexe article R 126-1 du code de l'urbanisme II - A - a)
- ☒ *RTE (Réseau Transport d'Electricité) - TESE (Transport electricité Sud-est) - GIMR - 46 Avenue Elsa Triolet 13147 Marseille cedex 08*
- Réseau Transport d'Electricité (RTE) - Transport electricité Sud-est (TESE), GET (Groupe d'Exploitation Transport) Côte d'Azur - Section Technique Lingostière St Isidore - BP 3247 - 06205 NICE cedex 3*
- ☞ **Liaison souterraine à 225 kV : GARDE (LA) - HYERES**  
arrêté du 03/08/2010
- ☞ **Ligne aérienne 63 kV - 2 circuits : COUDON (LE) - HYERES 1 et 2**

**Les différents acteurs tiendront compte des préconisations à respecter.**

## D.2. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION

La commune de La Crau est concernée par un Plan de Prévention des Risques naturels d'Inondations (PPRI), prescrit par arrêté préfectoral en date du 30 mai 2016.

Le zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques naturels d'Inondation (PPRI) lié à la présence de « le Gapeau et ses principaux affluents » est présenté ci-après.

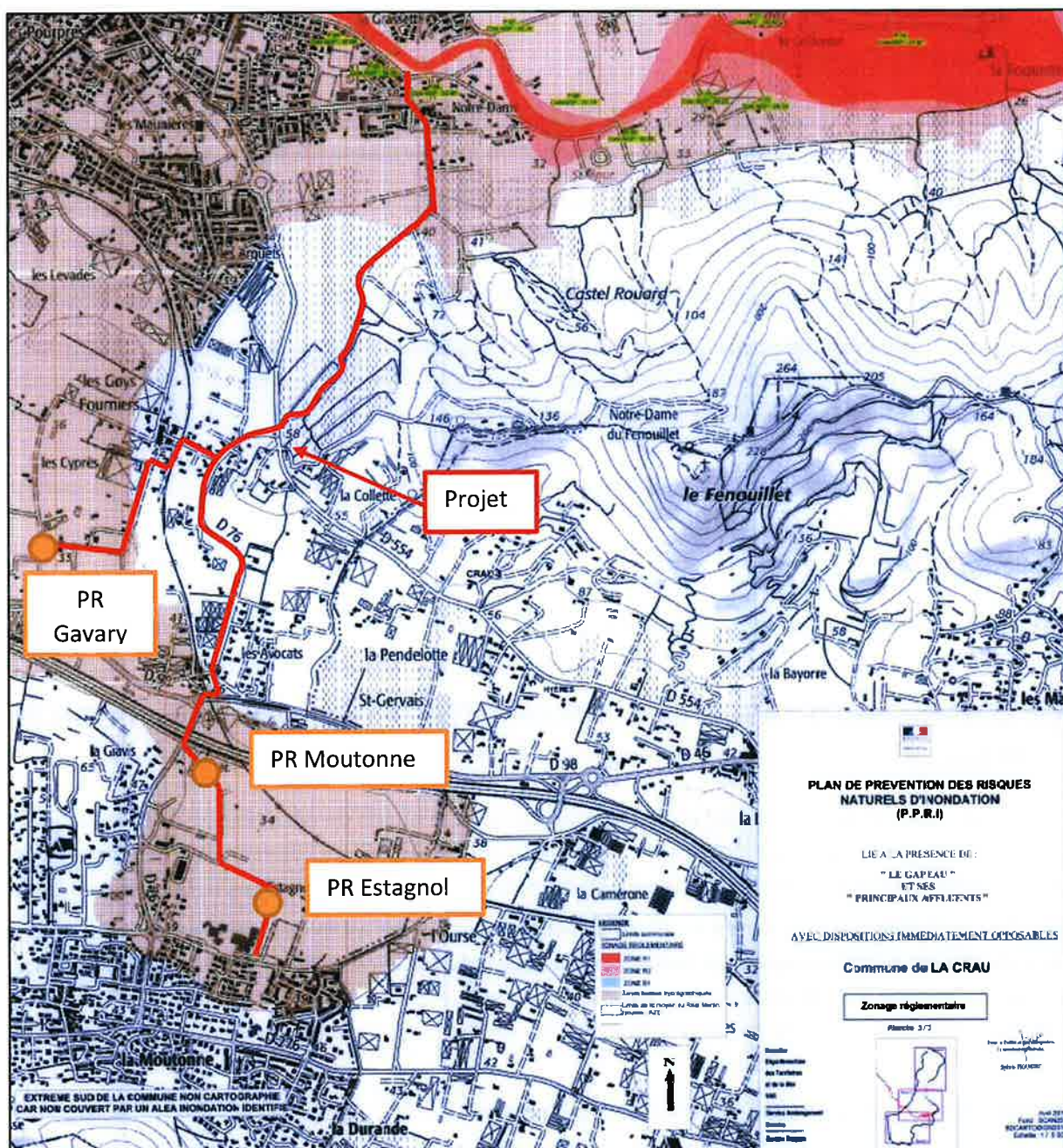


Figure 18 : Zonage règlementaire - PPRI du bassin versant du Gapeau

Comme le montre la figure ci-avant, une partie du projet est concerné par le zonage règlementaire du PPRI de la commune et est situé en « Zones basses hydrographiques ».

Conformément au décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 pris en application de la loi du 2 février 1995 susvisée, le territoire communal a été divisé en trois zones, prenant en considération la crue de référence dite centennale pour le bassin du fleuve côtier le Gapeau.

#### Zones basses hydrographiques :

Les Zones basses hydrographiques interceptent un impluvium de plus d'1 km<sup>2</sup>. Elle concerne des cours d'eau, vallons, bassins versants ou secteurs de bassins versants n'ayant à ce jour pas fait l'objet d'études par modélisation hydraulique et dont le niveau d'exposition au risque n'est pas évalué.



- ✓ Dans ces zones, les risques d'inondation et de ruissellement doivent être intégrés dans la perspective d'urbanisation.

**Le projet n'étant pas considéré comme un projet d'urbanisation. La seule surface construite sur l'ensemble du projet correspond au local d'exploitation du PR Estagnol (13 m²).**

**Les travaux prendront en compte les prescriptions du PPRNI.**

### **D.3. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE)**

Les Schémas Régionaux Climat-Air-Energie (SRCAE) introduits dans les lois Grenelle 1 et 2 constituent des documents d'orientation, de stratégie mais également de cohérence relatifs à un territoire régional pour trois enjeux jusqu'à maintenant traités séparément :

- ✓ L'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- ✓ La préservation de la qualité de l'air ;
- ✓ La politique énergétique.

***Le projet est compatible par sa nature avec le SRCAE.***

### **D.4. COMPATIBILITE AVEC DES DOCUMENTS DE GESTION DES DECHETS (PEDMA)**

Pour rappel, les grands objectifs du projet sont de produire le moins de déchets possible, de recycler le plus possible avant de traiter localement et dans les meilleurs délais les déchets résiduels en utilisant des procédés techniques fiables et éprouvés, en cohérence avec les meilleures techniques disponibles.

Une charte chantier vert sera mise en place et permettra de gérer au mieux les déchets de chantier. Cette charte prévoira notamment la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets. Par ailleurs, un plan de gestion des déchets sera demandé aux entrepreneurs au moment de l'appel d'offre. Les déchets seront triés et il sera de la responsabilité des entrepreneurs de faire en sorte que les déchets soient traités par les filières agréées.

***Le projet est compatible par sa nature avec le PEDMA.***

## D.5. LOI LITTORAL

Adoptée en 1986, la Loi Littoral est un corps de règles qui concerne plus de 1 200 communes riveraines de la mer, mais aussi de grands lacs, d'estuaires ou de deltas. Face à la pression urbaine, aux phénomènes d'érosion ou de submersion marine subis par ces territoires, elle tente de concilier préservation et développement du littoral.

***La commune de La Crau n'est pas concernée par la loi Littoral.***

L'article L. 121-23 du Code de l'Urbanisme énonce que :

***« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.***

*Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. »*

## D.6. AUTORISATIONS D'URBANISME

La création du nouveau PR « Estagnol » entrainera la construction d'un local technique d'une surface au sol de 13 m<sup>2</sup>. Un permis de construire est obligatoire pour les constructions dont la surface au sol est supérieure à 20 m<sup>2</sup>. Les travaux qui ne relèvent pas du permis de construire nécessitent en principe une déclaration préalable de travaux.

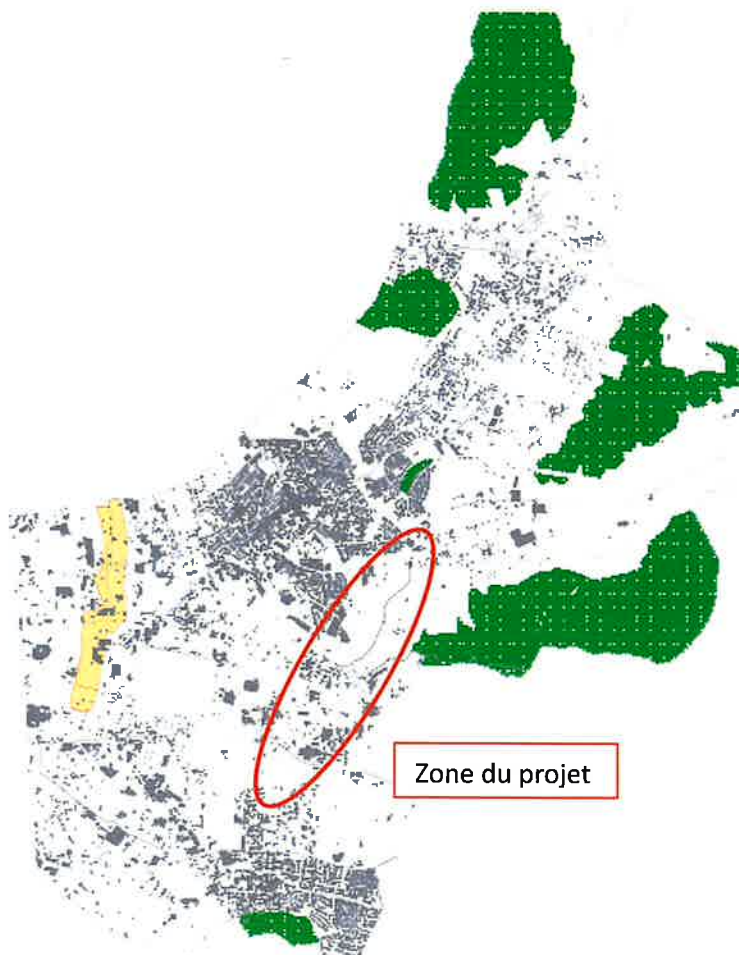
***La création du local nécessite une déclaration préalable de travaux.***



## D.7. ESPACES BOISES CLASSES

Les espaces boisés classés sont repérés aux documents graphiques sous une trame spécifique. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toute disposition contraire, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV livre III du Code Forestier.

Les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune sont classés en EBC, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, au titre de l'article L121-27 du Code de l'Urbanisme.



*Figure 19 : Espaces Boisés Classés - Carte des parcelles concernées*

***Le projet n'est pas concerné par les espaces boisés classés de la commune de La Crau.***

## E. CODE DU PATRIMOINE

### E.1. ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

L'archéologie préventive consiste à détecter et à sauvegarder les éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés et détruits par les travaux d'aménagements publics ou privés.

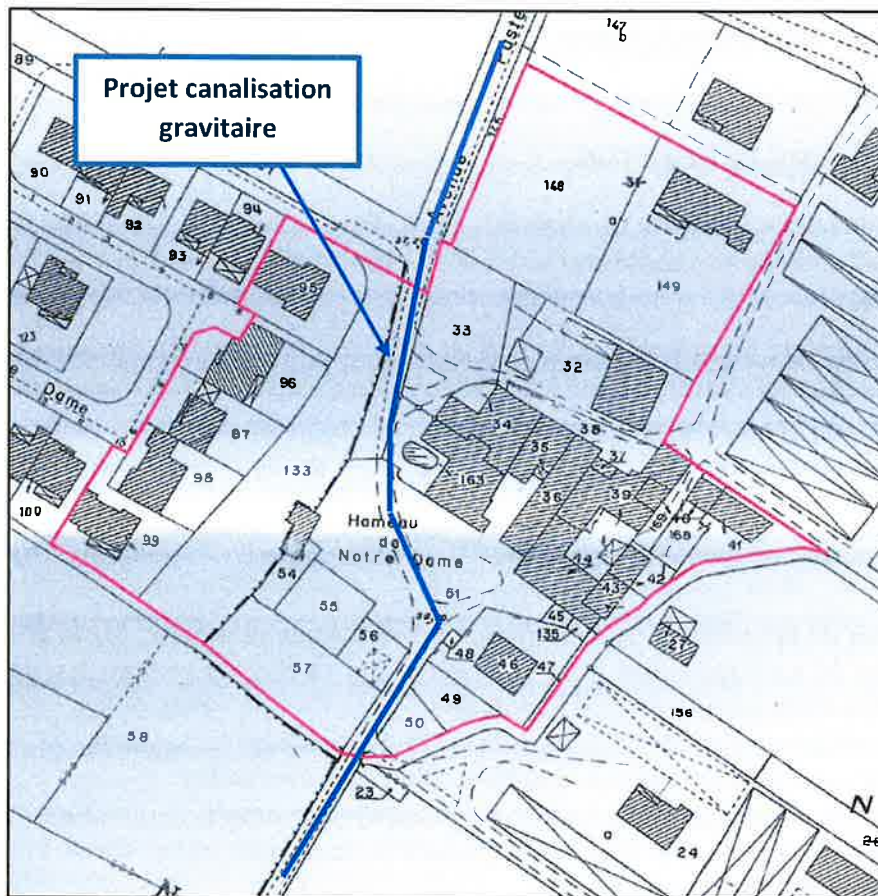
La loi pour l'archéologie préventive a vu le jour en 2001 et a été modifiée plusieurs fois depuis. La promulgation de cette loi a constitué une étape importante de la politique en faveur de l'archéologie. L'accroissement des travaux publics ou privés, connu ces vingt dernières années, a, en effet, profondément concerné sols et sous-sols et donné lieu à de nombreuses opérations de fouilles préventives.

Sont soumis à archéologie préventive :

- ✓ Les Zones de présomption de prescription archéologique et portent, le cas échéant, sur des emprises au sol supérieures à un seuil défini par l'arrêté de zonage, les travaux dont la réalisation est subordonnée à un permis de :
  - construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme ;
  - aménager en application de l'article L. 421-2 du même code ;
  - démolir en application de l'article L. 421-3 du même code ;
  - réaliser une zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code.
- ✓ Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) et les lotissements d'une superficie supérieure à 3 hectares conformément aux articles L311-1 et R422-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- ✓ Les travaux soumis à déclaration ou autorisation en application du Code de l'Urbanisme ;
- ✓ Les aménagements et ouvrages soumis à étude d'impact (routes, déchetteries, carrières...) ;
- ✓ Les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques ;
- ✓ Les travaux soumis à déclaration préalable en application de l'article R. 523-5 du Code du Patrimoine ;
- ✓ Les aménagements et ouvrages dispensés d'autorisation d'urbanisme, soumis ou non à une autre autorisation administrative, qui doivent être précédés d'une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement ;
- ✓ Les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques qui sont dispensés d'autorisation d'urbanisme mais sont soumis à autorisation en application de l'article L.621-9 ;
- ✓ Entrent également dans le champ de l'article R. 523-1 les opérations dont les éléments n'ont pas été transmis au préfet mais qui sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique.

La commune de La Crau a déterminé 4 zones géographiques conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique et préciser dans l'arrêté n° 83047-2003 du 5 novembre 2003.

Le projet est concerné au niveau de la zone n°4 (Hameau Notre-Dame). L'extrait de plan de la zone est présenté ci-dessous.



**Figure 20 : Situation du projet vis-à-vis de la zone n°4 soumise à archéologie préventive**

« Dans les zones n° 1, n°2, n°3 et n°4 délimitées à l'article 1er, alinéa 2 et suivants, tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers devront être transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles - Service régional de l'archéologie, 21-23 boulevard du Roi René, 13617 Aix-en-Provence Cedex) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé. »

**Le projet de collecteur situé chemin de Notre Dame est concerné par l'archéologie préventive sur 150 mètres environ.**



## E.2. SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES ET ZONE DE PROTECTION DE MONUMENTS HISTORIQUES

Sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Ils font l'objet de plan de sauvegarde et de mise en valeur ou d'un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine.

Le régime des travaux dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable est régi par les articles L632-1 et suivants du Code du patrimoine.

D'après l'article L632-1 créé par la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 art.75 :

*« Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, sont soumis à une autorisation préalable les travaux susceptibles de modifier l'état des parties extérieures des immeubles bâtis, y compris du second œuvre, ou des immeubles non bâtis.*

*Sont également soumis à une autorisation préalable les travaux susceptibles de modifier l'état des éléments d'architecture et de décoration, immeubles par nature ou effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure, lorsque ces éléments, situés à l'extérieur ou à l'intérieur d'un immeuble, sont protégés par le plan de sauvegarde et de mise en valeur. Pendant la phase de mise à l'étude du plan de sauvegarde et de mise en valeur, sont soumis à une autorisation préalable les travaux susceptibles de modifier l'état des parties intérieures du bâti.*

*L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du site patrimonial remarquable. »*

**Le projet n'est pas situé dans une zone de protection de monument historique.**

Ce dernier n'est donc pas concerné par une demande d'autorisation de travaux sur un immeuble protégé au titre des monuments historiques.

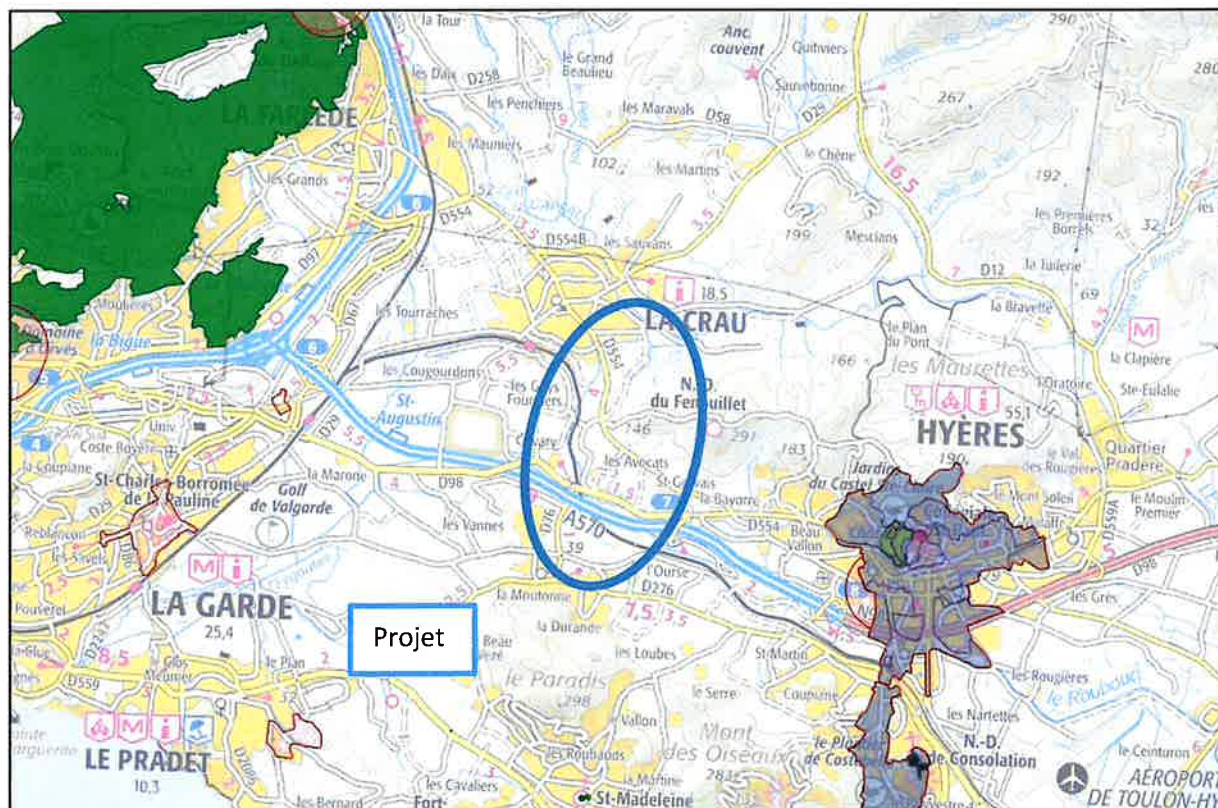


Figure 21 : Localisation des enjeux patrimoniaux (Source : Atlas des patrimoines)



## F. CODE FORESTIER

L'article Article L341-1 du Code Forestier définit le défrichement de la manière suivante :

*« Est un défrichement toute opération volontaire ayant pour effet de **détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière.***

*Est également un défrichement toute opération volontaire entraînant indirectement et à terme les mêmes conséquences, sauf si elle est entreprise en application d'une servitude d'utilité publique.*

*La destruction accidentelle ou volontaire du boisement ne fait pas disparaître la destination forestière du terrain, qui reste soumis aux dispositions du présent titre. »*

Le code forestier définit les conditions de défrichement des bois des particuliers (art L311-1 et suivants) et des bois des collectivités (art L312-1 et suivants).

L'article L311-1 précise la définition d'un défrichement et impose une autorisation pour user du droit de défricher les bois : « Est un défrichement toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière. Est également un défrichement toute opération volontaire entraînant indirectement et à terme les mêmes conséquences [...]. Nul ne peut user du droit de défricher ses bois sans avoir préalablement obtenu une autorisation ».

Selon la DDTM du Var, pour tous les défrichements de surface comprise entre 0,5 hectare et 25 hectares, le demandeur d'une autorisation de défrichement doit préalablement saisir l'autorité environnementale pour qu'elle décide de la nécessité de réaliser ou non une étude d'impact.

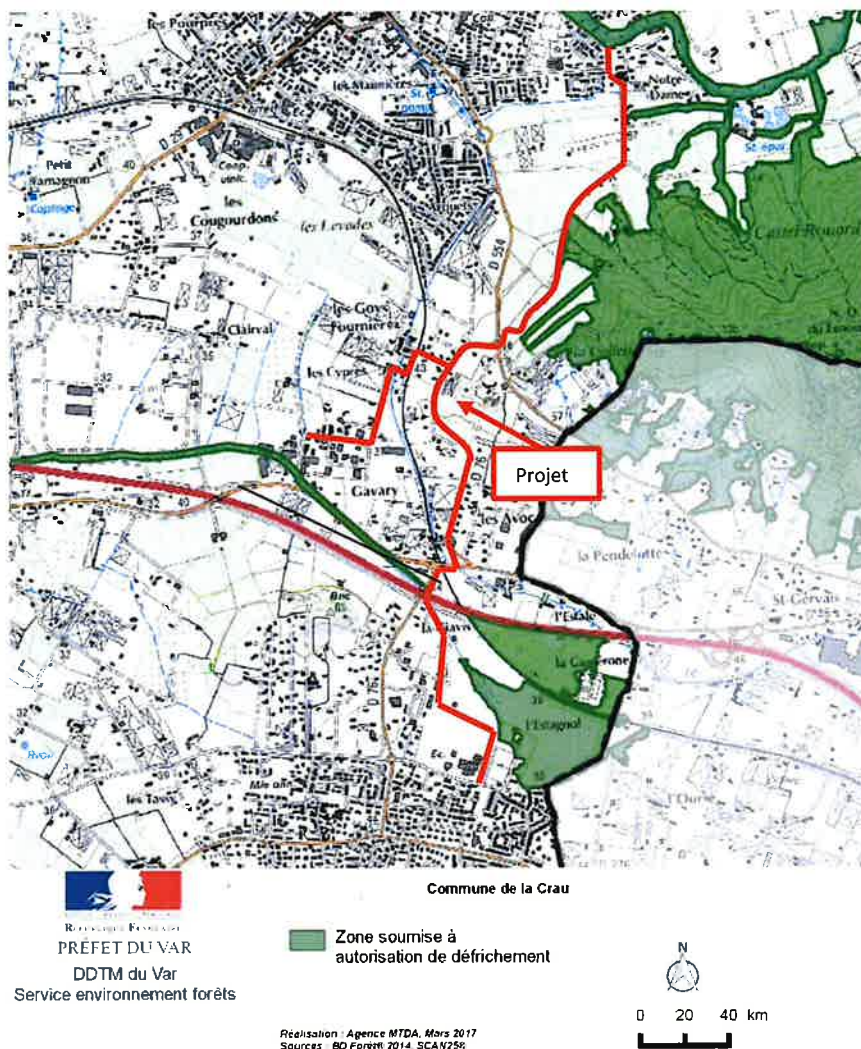
Selon la surface à défricher, la constitution du dossier et les démarches à suivre sont variables :

- ✓ Cas n°1 : défrichement de surface inférieure à 0,5 ha : dossier sans étude d'impact ;
- ✓ Cas n°2 : défrichement de surface comprise entre 0,5 et 25 ha : procédure du « cas par cas » ;
- ✓ Cas n°3 : défrichement de surface supérieure à 25 ha : étude d'impact systématique.

**En deçà de 0,5 ha, un dossier de demande d'autorisation de défricher doit être déposé à la DDTM.**

Pour les bois des collectivités, tout défrichement, quelle que soit sa surface et quelle que soit la surface du massif attenant, nécessite obligatoirement une autorisation préalable.

La carte ci-dessous localise les zones où les défrichements doivent faire, à minima, l'objet d'une autorisation de défricher.



**Figure 22 : Zone de défrichement (Source : Système d'Information Géographique du Var)**

D'après la figure ci-avant, le projet n'est pas situé dans des zones devant faire l'objet d'une autorisation de défricher. Les aménagements projetés ne sont pas de nature à générer des défrichements étant donné que les canalisations seront situées essentiellement sous chemins ou voiries.

**Une demande d'autorisation de défrichement ne sera pas nécessaire.**

## G. CODE MINIER

En application de l'article L411-1 du Code Minier :

*« Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable à l'autorité administrative compétente ».*

***La profondeur des travaux n'excédant pas 10m, le projet n'est pas concerné par une procédure au titre du Code Minier.***

## H. SYNTHÈSE DES PROCÉDURES RÉGLEMENTAIRES

D'après les caractéristiques du projet, les enjeux environnementaux présents et selon l'analyse réglementaire opérée, le projet de restructuration de la chaîne de transfert d'assainissement EU est **soumis à déclaration et autorisation** au titre du code de l'environnement au vu des rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.3.1.0 et 2.2.1.0.

Le projet est également soumis à **examen au cas par cas** au titre du Code de l'Environnement ainsi qu'à l'archéologie préventive au titre du code du Patrimoine.

La synthèse des procédures réglementaires auxquelles est soumis ce projet est présentée dans le tableau suivant.

**Tableau 7 : Synthèse des procédures réglementaires**

Code	Procédure réglementaire	Rubriques potentielles associées le cas échéant	Régime du projet	Délai d'instruction
Code de l'environnement	Loi sur l'Eau	1.1.1.0 : Sondage, forage	Soumis à déclaration (D)	10 à 12 mois minimum-
		1.1.2.0 : Prélèvement issu d'un ouvrage souterrain	Soumis à déclaration (D)	
		1.3.1.0 : Prélèvement dans un cours d'eau	Soumis à Autorisation (A)	
		2.1.1.0 : Système d'assainissement collectif	Porter à connaissance	
		2.2.1.0 : Rejet dans les eaux douces superficielles	Soumis à déclaration (D)	
		2.2.3.0 : Rejet dans les eaux de surface	Non soumis	
		3.1.1.0 : travaux dans le lit mineur d'un cours d'eau	Non concerné	-
		3.1.2.0 : modification du profil du lit mineur d'un cours d'eau	Non concerné	-
		3.3.1.0 : travaux en zone humide	Non concerné	-
	Installations classées pour l'environnement (ICPE)	-	Non concerné	-
	Autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés	-	Non concerné	-
	Evaluation environnementale et examen au cas par cas	17. Dispositifs de captage et de recharge artificielle des eaux souterraines (telles que définies à l'art 2.2 de la directive 2000/60/CE).	Examen au cas par cas	35 jours d'instruction
	Enquête publique	-	Concerné	Inclus dans le dossier d'autorisation environnementale
	Evaluation des incidences Natura 2000	-	Non concerné	-
	Demande dérogation CNPN	-	Non concerné	-
Code forestier	Autorisation de défrichement	-	Non concerné	-
Code de l'urbanisme	Documents d'urbanisme	-	Compatibilité avec le PLU	-
	PPRI	-	Compatibilité avec les règlements des PPRI (préconisations possibles en phase travaux)	-
	Plans de protection de l'air	-	Compatible	-
	Plan de gestion des déchets	-	Compatible	-
	Loi littoral	-	Non concerné	-
	Autorisations d'urbanisme	-	Déclaration préalable de travaux	1 mois
	Espaces Boisés classés (EBC)	-	Non concerné	-
Code du Patrimoine	Protection des Monuments Historiques	-	Non concerné	-
	Sites patrimoniaux remarquables	-	Non concerné	-
	Archéologie préventive	-	Concerné	1 à 4 mois minimum
Code minier	Déclaration préalable	-	Non concerné	-



